

# INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 292  
du 4 au 17  
septembre 1989

**URSS**  
**La grève des**  
**mineurs**



**PEROU**  
**La catastrophe**  
**imminente**

**LIBAN**  
**La carnage**  
**continue**

**NICARAGUA**  
**Le 10e anniversaire**  
**de la révolution**

15 FF - 4 FS - 85 FB

**POLOGNE :**  
**Le gouvernement de**  
**Solidarité**



WELAN

# INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Editée par Presse-Edition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.

Imprimé par Rotographie.

## SOMMAIRE DU NUMERO 292

Du 4 au 17 septembre 1989

- 3 **POLOGNE**  
Les conséquences d'une faillite historique  
*Cyril SMUGA*
- 7 *"Les caisses sont vides"*  
*Cyril SMUGA*
- 10 **UNION SOVIETIQUE**  
Un tournant mineur ?  
*Charles-André UDRY*
- 13 *Perestroïka et emploi*  
*David SEPPO*
- 16 **LIBAN**  
Le carnage continue  
*Salah JABER*
- 18 **ETAT ESPAGNOL**  
Ville Congrès de la LCR  
*DOCUMENT*
- 21 **FEMMES/ETATS-UNIS**  
La Cour suprême contre les femmes  
*Teresa MARTINEZ*
- 22 **PEROU**  
La catastrophe imminente...  
*Entretien avec Hugo BLANCO*

**EN  
BREF...**



- 25 **JEUNES : Camp international ; NICARAGUA : Brigade des JCR ; REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE : Coordination nationale des mouvements d'opposition.**
- 26 **LA GLASNOST ET SES LIMITES**
- 28 **NICARAGUA**  
Le 10e anniversaire de la Révolution  
*Arnold BERTHU*

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



## POLOGNE : Bouleversements politiques

Des bouleversements politiques majeurs ont lieu à Varsovie, avec, notamment, la formation du gouvernement de Solidarité. Ils suscitent nombre d'interrogations quant à leur signification et leur portée historique.

Nous publions, dans ce numéro de rentrée d'*Inprecor*, un premier commentaire de notre collaborateur Cyril Smuga. D'autres articles, dans nos prochains numéros, reviendront sur cette analyse du processus en cours en Pologne. ■

### ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom .....

Numéro et Rue .....

Commune .....

Code postal ..... Pays .....

Abonnement  Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :  
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :  
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :  
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :  
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :  
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :  
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

**Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire**  
**- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -**  
**Tél : 45.32.06.23**



**POLOGNE**

## Les conséquences d'une faillite historique

**POUR LA PREMIÈRE FOIS, depuis plus de quarante ans, le Premier ministre d'une "démocratie populaire" n'est pas issu du sérail stalinien. La nomination à ce poste de Tadeusz Mazowiecki, proche conseiller de Lech Walesa et directeur de l'hebdomadaire de Solidarité, témoigne de la crise que traverse la domination bureaucratique en Pologne et, au delà, dans l'ensemble du bloc soviétique. Elle constitue pour la direction bureaucratique polonaise, marquée par son incapacité à surmonter les séquelles de la montée révolutionnaire de 1980-1981 et à "normaliser" son régime, l'ultime tentative de devancer le cours des événements et de se doter d'une marge de manœuvre face à la pression populaire, dont les résultats des élections de juin dernier, comme la vague de grèves qui n'a cessé de monter depuis le début 1988, sont l'expression.**

**Cyril SMUGA**



L'ACCESSION d'un représentant de Solidarité au poste de premier gestionnaire du pays marque également une rupture dans la stratégie de la "table ronde", mise au point en commun entre les dirigeants de l'opposition

regroupés autour de Lech Walesa et la direction Jaruzelski de la bureaucratie. L'accord de la table ronde a été conçu comme une concession majeure qui devancerait les revendications des masses, en dotant le régime d'une façade démocratisée, et qui permettrait ainsi la réalisation des mesures impopulaires

qu'implique le recours élargi aux mécanismes de marché. Mais il s'est avéré insuffisant pour freiner la mobilisation populaire.

Selon les statistiques officielles, 1988 a été l'année qui a connu le plus grand nombre de journées de grève, depuis la fin 1982. Les services gouvernementaux ont relevé 202 mouvements grévistes auxquels 55 000 travailleurs ont pris part. Au cours de la première moitié de l'année 1989, aussi bien le nombre des grèves que le nombre de grévistes ont décollé. Et cela, malgré l'appel lancé le 19 janvier par Lech Walesa qui avait déclaré : *"La Pologne ne peut pas actuellement se permettre des grèves et je ne voudrais pas que les tensions grévistes se développent (...). Les conditions dans le pays font que chacun*

*peut trouver une raison pour faire grève, mais la sagesse indique que c'est une voie qui ne mène nulle part"*. Durant le premier trimestre, il y a eu 254 grèves et plus de cent mille grévistes. En avril et en mai, il y a eu 72 grèves, mais leur durée et le nombre de travailleurs concernés ont augmenté. Enfin, en juin — mois des élections ! — et au début juillet, les conflits de travail ont connu à nouveau une nette augmentation : 352 mouvements grévistes, dont des mouvements concernant des branches entières (*Rzeczpospolita* du 13 juillet 1989). Courant juillet et surtout au mois d'août, les grèves ont été encore plus nombreuses, avec y compris des grèves générales régionales, certaines à l'appel des structures officielles de Solidarité, d'autres soutenues par ces structures après coup, et à contre-cœur.

La constitution d'un gouvernement dirigé par un opposant est une nouvelle concession aux exigences des travailleurs. On peut cependant douter qu'elle soit suffisante, tant la situation matérielle de la population s'est aggravée et tant est forte, dans ses rangs, l'aspiration à en finir, une fois pour toutes, avec tout ce qui rappelle de près ou de loin la domination bureaucratique de ces 45 dernières années.

C'est sous le double effet d'un effondrement du modèle stalinien, et de la prise de conscience de la réalité de cette crise par la direction de l'appareil de l'Etat-parti polonais, que l'opposition est parvenue à occuper les devants de la scène politique. Les dirigeants de la bureaucratie polonaise, confrontés depuis vingt-cinq ans à des explosions sociales successives avaient, en effet, déjà tout essayé.

### 25 années d'échec bureaucratique

A la fin de la guerre, les staliniens ont réussi à établir leur appareil d'Etat, en s'appuyant essentiellement sur la massive présence militaire soviétique et par la répression bureaucratique.

En 1956, lorsque le mécanisme de la déstalinisation en douceur avait été bouleversé par l'explosion des grèves ouvrières, les communistes polonais avaient rappelé à leur tête Wladyslaw Gomulka (ancien secrétaire du parti, mis au banc pour "déviations titistes"), puis avaient négocié un compromis avec la hiérarchie catholique, et abandonné la collectivisation des campagnes. Isolant ainsi l'avant-garde ouvrière avant de la réprimer, et en vidant de leur contenu les conseils ouvriers, ils étaient parvenus à rétablir la stabilité de leur régime.

Mais la boîte de Pandore du pluralisme, une fois entreouverte, avait déstabilisée le système. En 1968, devant la radicalisation de la jeunesse et la dissidence intellectuelle à l'œuvre dans le Parti ouvrier unifié polonais (POUP) lui-même, l'appareil du parti eut recours à une ignoble campagne antisémite. De

plus, le POUP, s'étant coupé de l'intelligentsia, perdit sa colonne vertébrale idéologique péniblement constituée lors de la déstalinisation, sombra dans la médiocrité et devint un repère d'arrivistes.

En décembre 1970, face à la grève qui embrasa les ports de la Baltique l'appareil, après avoir eu recours à la troupe, changea une nouvelle fois de secrétaire général et capitula devant les exigences matérielles des grévistes. Pendant dix ans, le nouveau secrétaire général, Edward Gierek, tenta d'imposer une idéologie de la consommation, agitant le mirage de la voiture individuelle pour tous, face aux travailleurs qui aspiraient à accéder à ce pouvoir qui, constitutionnellement, leur appartenait.

### La rupture avec la classe ouvrière

L'expérience se solda par un lourd endettement extérieur et une crise économique sans précédent. Quant aux aspirations à la consommation ainsi réveillées, mais qui restèrent insatisfaites, elles produisirent, en été 1980, la plus grande montée sociale que la Pologne ait connue dans son histoire. Solidarité était née, et la rupture entre la bureaucratie et la classe ouvrière était définitivement consommée. Face à la rapide politisation du mouvement qui commençait à poser la question du pouvoir, l'appareil eut une nouvelle fois recours à la force, en décembre 1981.

L'état de guerre ne parvint pas à canaliser le déferlement du mécontentement. Cependant, en destructurant Solidarité, la répression permit une autonomisation de ses sphères dirigeantes. La direction de Solidarité abandonna peu à peu ce qui, dans le programme du syndicat élaboré en 1981, permettait d'avancer vers une alternative socialiste et démocratique : l'aspiration à la socialisation à la fois de l'économie et de l'Etat au travers d'un système articulé d'autogestion des producteurs.

La tentative de résoudre la crise économique par une réduction de la consommation ouvrière et paysanne et la surexploitation des salariés fut infructueuse. La bureaucratie perdit le peu de marge de manœuvre économique qui lui restait, et gaspilla toutes ses réserves en tentant d'éteindre le feu gréviste qui couvait, par des concessions salariales au coup par coup.

Devant la remontée de la radicalisation populaire qui accompagna l'émergence sur la scène politique et sociale d'une nouvelle génération militante, le sommet de l'appareil prit conscience que sa seule planche de salut ne pouvait être qu'un compromis politique avec les dirigeants de Solidarité (devenus, entre-temps, adeptes du libéralisme économique), et l'acceptation des conditions de la bourgeoisie impérialiste, afin d'ouvrir la voie aux investissements étrangers, pour permettre de remettre à flot la production et d'assurer la survie de l'Etat virtuellement en faillite.

Le résultat de cette prise de conscience fut l'entrée au sein du Fonds monétaire international (FMI) ; la volonté farouche de sortir de l'isolement diplomatique dans lequel l'ont plongé les mobilisations de solidarité avec Solidarité, et qui ont imposé aux gouvernements impérialistes une prise de distance avec Jaruzelski ; la libéralisation intérieure par étapes successives ; et enfin, l'accélération des réformes politiques et économiques, une fois que Jaruzelski parvint à juguler les résistances de l'appareil. Confronté au choix entre l'inconnu et la certitude de l'échec, la bureaucratie polonaise choisit le saut dans l'inconnu.



Ce saut fut pourtant — autant que faire se peut — préparé par une lente mais continue modification des rôles respectifs des divers appareils au sein du régime. Ainsi, sous couvert de la militarisation, l'équipe du général Jaruzelski écarta l'appareil du parti de la gestion quotidienne, restructura l'administration étatique, entreprit une transformation accélérée des directeurs d'entreprises en "managers" dotés d'une large autonomie de décision et les encouragea à procéder à des expérimentations, notamment au sein des sociétés anonymes.

L'appareil administratif et économique de l'Etat, au sens propre, abandonna au POUP le bavardage idéologique d'origine stalinienne et développa un discours pragmatique proche des thèses libérales prônées par les dirigeants de l'opposition. Les forces de police, et en particulier les unités anti-émeutes (ZOMO), ainsi que le corps des officiers en civil qui constitue la police politique, furent largement renforcés. Ce dernier, sous la houlette du général Kiszczak, et à l'instar de son chef, joua un rôle clé dans la préparation des réformes politiques. Enfin, l'équipe de Jaruzelski fit accepter aux dirigeants de Solidarité une

modification de la Constitution qui garantit au président (l'élection du général Jaruzelski à ce poste était acquise et admise par les dirigeants de Solidarité) des pouvoirs suffisamment étendus pour que la bureaucratie ne soit pas obligée de s'accrocher sans cesse au hochet démodé du "rôle dirigeant du POUP".

La constitution, dès le début de ce processus, d'un gouvernement dirigé par un membre de Solidarité, n'entraînait certainement pas dans le cadre des prévisions de ceux qui menèrent à bien les négociations de la "table ronde". Certes, un tel gouvernement cherchera sans doute à éviter de mettre en danger l'essentiel du fragile compromis passé il y a six mois. Par ailleurs, les hommes de Jaruzelski — ceux du POUP, mais aussi ceux des deux partis satellites que les dirigeants de Solidarité, pour les besoins de la cause, ont présenté comme fondamentalement différents des premiers, alors qu'il s'agit largement d'une seule et même famille — garderont un œil sur le fonctionnement de ce gouvernement. Il n'empêche que, aux yeux de ses troupes, c'est le second échec que subit la bureaucratie, après l'échec électoral.

### Crise du POUP

Cela risque d'aggraver les failles au sein du POUP, voire même, de provoquer des passages accélérés de certains éléments de la nomenklatura "dans le camp des ennemis". Car le moral des troupes du général Jaruzelski est bas, et nombreux sont ceux qui ont le mal de mer. C'est ce qu'a souligné Mieczyslaw Rakowski après son élection au poste de premier secrétaire du POUP : *"Nous vivons dans une période qui rend parfois difficile de trancher entre ce qui est novateur dans le socialisme, nécessaire et indispensable, et ce qui est une concession opportuniste conduisant à diluer les principes sur la base desquels notre mouvement a été fondé et desquels est née la Pologne populaire"*. Pire, le parti a tendance à cesser de jouer son nouveau rôle de lien idéologique entre les nomenklaturistes investis dans divers appareils. Rakowski souligne que *"dans de nombreuses organisations de base, l'activité a disparu ou est en train de disparaître"*, avant d'exhorter : *"Nous, camarades, tout en apercevant et en analysant en profondeur les raisons de nos faiblesses, erreurs et échecs, nous ne devons pas à toute occasion tomber à genoux devant l'adversaire politique. (...) Nous sommes deux millions ! C'est une grande armée. Elle a en elle une grande force. Aujourd'hui elle est dans une large mesure bloquée, mais il ne doit pas en être ainsi. Ne permettons pas qu'on nous étouffe ou qu'on nous mette à terre par les cris démagogiques ou la négation totale des résultats historiques des décennies passées, durant lesquelles il y a eu des changements révolutionnaires, profitables à la nation, dont nous sommes issus et auxquels nous som-*

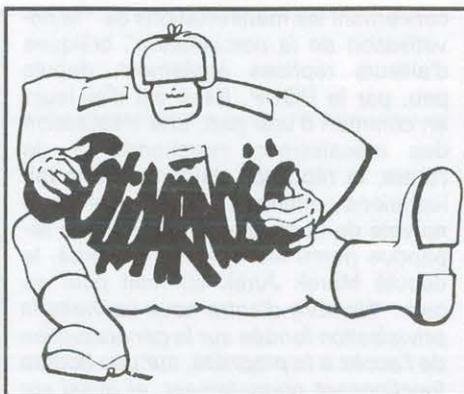
mes liés pour toujours" (*Rzeczpospolita* du 31 juillet 1989).

Cela n'a pas pu empêcher les divisions de se faire jour au sein d'un parti qui se réduit d'ailleurs comme une peau de chagrin. La moyenne d'âge de ses membres avoisine les 50 ans. De plus, selon Mariusz Gulczynski, un politologue membre du POUP, sur 2,1 millions de membres, 900 000 sont des dirigeants de divers niveaux. Le reste des effectifs du POUP est fourni — outre un très grand nombre de retraités — par l'appareil des syndicats officiels (OPZZ), déconsidéré pour son rôle après la dissolution de Solidarité et disposant de peu de liens dans les entreprises. Cet appareil tente de se distinguer en critiquant le gouvernement, en soutenant les grèves qui éclatent spontanément et en tentant d'en prendre la tête, dans l'espoir de pouvoir concurrencer ainsi Solidarité. Il a aussi essayé — sans grand écho — de faire de la surenchère lors de la "table ronde", notamment en soulevant la question de l'échelle mobile.

### Des divergences explosives

Des divergences d'intérêts existent objectivement entre, d'une part, les retraités, dont Gulczynski dit que "leurs biographies se sont terminées au moment de la crise du socialisme" et pour lesquels "admettre que ce qui a été fut injuste, équivaut à remettre en cause le sens de leur vie", et d'autre part, les nomenklaturistes, qui se sont lancés à fond dans l'aventure de la privatisation, et les apparatchiks du syndicat officiel, l'OPZZ. C'est un des fondements de la crise du parti qui a éclaté ouvertement lors du XIII<sup>e</sup> plénum du POUP, fin juillet de cette année. En présentant sa démission du poste de secrétaire du Comité central (CC) chargé des questions économiques, Wladyslaw Baka, après avoir critiqué la politique gouvernementale en ce qui concerne la lutte contre l'inflation et la stabilisation du zloty, a souligné qu'il existe "une divergence au sujet des conceptions et des méthodes de résolution des problèmes socio-économiques du pays". Tout en affirmant son accord sur les choix généraux — économie de marché, privatisations — il a critiqué la manière dont cela est réalisé. En particulier, il a stigmatisé "la création des sociétés anonymes parasitaires, qui vendent des matériaux et matières premières déficitaires, et en tirent des bénéfices fabuleux" et a insisté sur la nécessité de développer prioritairement l'actionnariat salarié (*Rzeczpospolita* du 31 juillet 1989).

Pourtant, et c'est là l'élément nouveau lié à la modification du rôle du parti dans la structure du pouvoir bureaucratique, l'éclatement annoncé par certains des représentants en vue, tels le professeur Jerzy Wiatr ou le secrétaire du comité central Leszek Miller, a pu être évité par une modification des normes de



fonctionnement. La résolution adoptée par le plénum précise en effet : "L'unité n'est possible que dans les conditions d'une démocratie interne développée. Cela implique la liberté de discussion, la possibilité d'apparition de diverses tendances et positions politiques, y compris le droit de formuler des plate-formes programmatiques alternatives. Cela n'exclut pas également que la minorité garde le droit de défendre ses positions" (*Rzeczpospolita* du 2 août 1989).

La désignation de Tadeusz Mazowiecki au poste de Premier ministre va aggraver également les tensions au sein de Solidarité, y compris dans ses milieux dirigeants. Après la surprise que constitua pour eux, leur écrasante victoire électorale, les dirigeants les plus proches de Lech Walesa ont tout fait pour s'en tenir au cadre, déjà partiellement caduc, des accords de la "table ronde".

### Solidarité à la dérive

L'épisode de l'élection, le 19 juillet, du président de la République, raconté par un journaliste polonais, en témoigne. "L'analyse du vote montre que la candidature de Wojciech Jaruzelski est passée grâce à l'effort commun de la coalition et d'une partie de l'opposition. (...) La coalition a perdu 12 votes contre et 16 abstentions, en tout 28 votes. Ces pertes ont été comblées par l'opposition qui a donné un vote pour, sept votes non valables et l'absence de onze députés. (...) Les votes non valables ont été le fait des représentants de l'opposition qui étaient en fin de liste des membres de l'Assemblée (par exemple Paszynski, Stelmachowski, Stomma, Trzeciakowski, Wielowieyski), c'est à dire ceux qui, en approchant l'urne, pouvaient savoir vers quoi s'orientait le résultat. Leur décision était donc une option en faveur du général Jaruzelski, c'est-à-dire également la réalisation des garanties qu'avait données l'élite oppositionnelle de ne pas gêner cette élection" (*Przeгляд Tygodniowy* du 30 juillet 1989).

Lorsque l'on apprit que Jaruzelski devait son élection aux votes des parlementaires élus sous l'étiquette de Solidarité, le syndicat fut traversé par un vent de colère. Il est significatif que c'est à la suite de cela que, contrairement à la décision de s'en tenir à une attitude d'opposition constructive envers le gouvernement que le général Kiszczak avait

été chargé de former, Lech Walesa surprit tous ses collaborateurs en déclarant dans un communiqué, le 7 août dernier : "Les dernières décisions prises par le pouvoir, en ce qui concerne la nomination du nouveau Premier ministre, démontrent que le monopole actuel sera maintenu. Cela renforce la crise de confiance et représente aux yeux de la société la confirmation des craintes que rien n'a changé pour l'essentiel. (...) Une fois encore, je m'élève contre la formation du nouveau gouvernement par le général Kiszczak. La seule solution dans la situation actuelle est la nomination d'un conseil de ministres fondé sur la coalition de Solidarité, du ZSL et du SD" (*Rzeczpospolita* du 8 août 1989). Qui plus est, il avait avancé oralement qu'il était partisan d'un gouvernement "sans les communistes", ce que les dirigeants parlementaires de Solidarité se sont empressés de faire oublier.

### "Privatisation" de la nomenklatura

Le comportement personnel de Lech Walesa est d'ailleurs l'objet de nombreuses critiques publiques de la part des autres dirigeants de Solidarité. Ainsi, dans l'hebdomadaire *Tygodnik Solidarnosc* (numéro 10, 1989), Maciej Poleski écrit : "Le symbole des deux dangers [il s'agit de "l'arbitraire des dirigeants" et du "syndicalisme orthodoxe"] pourrait être le cas du sénateur Andrzej Machalski. Voici un homme qui (...), dès le printemps 1989, est devenu chef du bureau exécutif du Comité civique. Et alors que dans le programme électoral de ce Comité on pouvait lire que Solidarité s'opposera à l'appropriation par la nomenklatura des moyens de production (la "privatisation" de la bureaucratie), Machalski, qui se "privatise" lui-même, devint membre de l'équipe Walesa. Par la suite, fut fondée la société anonyme ORTUS, entre l'ancien secrétaire du Comité central, Waldemar Swirgon, qui dirige l'activité économique de LZS, et la coopérative UNICUM que préside Andrzej Machalski. N'est-ce pas là un cas typique de "privatisation" de la nomenklatura ? On regrette l'époque où un dirigeant de la grève d'août 1980 s'était vu obligé de quitter la Commission nationale, car il avait pris en catimini, des mains du préfet de Gdansk, un bon pour pouvoir acheter une voiture ..."

Le gouvernement de Tadeusz Mazowiecki poursuivra, selon toute vraisemblance, la politique économique de son prédécesseur Mieczyslaw Rakowski. Lech Walesa l'a réaffirmé dans une récente interview au quotidien italien *Il Messaggero* : "Personne n'a jusqu'ici emprunté la voie qui mène du socialisme vers le capitalisme. Et c'est ce que nous essayerons de faire : revenir à la situation d'avant-guerre (lorsque la Pologne était un pays capitaliste), après avoir traversé une longue période de socialisme. (...) Nous prenons pour modèle écono-

mique et politique les pays occidentaux qui ont obtenu de bons résultats (Il Messaggero, 22 août 1989).

Cela d'autant plus que, bien avant d'avoir été investis de responsabilités gouvernementales, les dirigeants du groupe Walesa se sont prononcés pour le respect des exigences du FMI. Ainsi, le professeur Witold Trzeciakowski, sénateur de Solidarité, avait, depuis plusieurs mois, fait connaître un plan économique sensé aller à la rencontre des vœux des institutions financières internationales. Il se prononçait en faveur de la transformation des créances en actions des entreprises polonaises, signalant que dans ces entreprises "il n'y aura pas d'autogestion, mais plutôt une forme plus modeste de participation" et expliquait que la politique d'austérité est la seule possible car, "si la société n'est pas d'accord, nous risquons d'être totalement coupés de la technologie occidentale, ce qui signifie la continuation de l'effondrement de l'économie polonaise" (Gazeta Wyborcza du 29 mai 1989). Et il est probable qu'au sein du futur cabinet, Witold Trzeciakowski obtienne un des portefeuilles importants dans le domaine de l'économie.

A aucun moment les dirigeants de Solidarité n'ont envisagé de refuser de payer la dette extérieure ! Pourtant, si depuis le début 1971 et jusqu'à la fin 1988, la Pologne a obtenu 48 milliards de dollars de crédits divers, elle a, durant cette même période, remboursé 44 milliards de dollars. Son endettement reste de 39 milliards de dollars, dont près de 12 milliards représentent les intérêts capitalisés.

### Le tournant marchand et sa "pathologie"

Jusqu'à-là, les dirigeants du Groupe parlementaire civique (OKP) réaffirment leur accord général sur les orientations de la réforme économique marchande et sur la nécessité de la privatisation, tout en soulignant leur différence, en mettant en exergue les "pathologies" du processus de privatisation en cours. Ainsi, introduisant au nom de l'OKP le débat parlementaire sur le bilan du gouvernement Rakowski, Ryszard Bugaj, expert économique connu de Solidarité, soulignait "les transformations pathologiques de la propriété de l'économie" et en particulier, "le développement rapide, au sein du secteur étatique, du nombre de sociétés anonymes qui apportent à l'économie plus de pertes que de bénéfices", ainsi que "les faits connus qui témoignent qu'on ne respecte pas le principe admis que la mise en location des entreprises étatiques se fera par appel d'offres". Un autre député de l'OKP, Adam Matuszczak, a rappelé que selon une étude récente, près de 13% des sociétés anonymes ne font que jouer un rôle d'intermédiaire.

Ces critiques font écho à une très grande colère parmi les travailleurs,

concernant les manifestations de "la privatisation de la nomenklatura", critiques d'ailleurs reprises également, depuis peu, par le POUP. Elles ont d'ailleurs en commun d'une part, une idéalisation des mécanismes marchands et de l'autre, la répulsion devant leurs manifestations concrètes. Témoignant de la naïveté de la conception du marché répandue parmi les élus de Solidarité, le député Marek Jurek affirmait pour sa part : "Nombre d'entre nous souhaite la privatisation fondée sur la généralisation de l'accès à la propriété, sur une bourse fonctionnant normalement, et aussi sur la participation des salariés à la propriété. Ce qui nous inquiète, c'est le fait que les ouvriers restent des prolétaires et que la 'nomenklatura' se transforme en capitalistes" (cité d'après Rzeczpospolita du 2 août 1989).

L'idéalisation naïve du capitalisme, identifiée à l'abondance des biens, est répandue tant parmi les militants de Solidarité que plus généralement au sein de la société dans son ensemble. Elle est un sous-produit du modèle de la société de consommation lancé durant les années 70 par la bureaucratie, dirigée alors par Edward Gierek ; des années de propagande stalinienne sur le thème "de rattraper et dépasser" l'Occident ; et enfin, de l'idéologie développée par les économistes polonais, tant les officiels que les experts de Solidarité. Elle peut, dans un premier temps, faciliter l'aspiration à une restauration du capitalisme. Mais le retour de bâton risque d'être à la mesure des désillusions, car le modèle de l'économie de marché à la polonaise, c'est-à-dire d'une économie ballottée au gré des exigences du FMI, sera aux antipodes des visions naïves d'aujourd'hui.

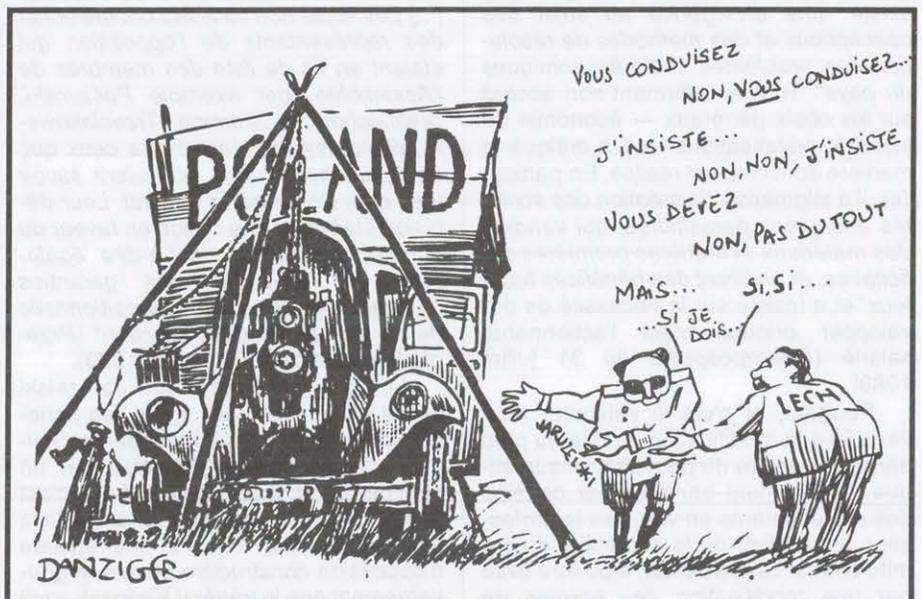
De plus, et les militants de Solidarité sont très sensibles sur ce point, la réalisation de ces projets constitue un facteur de division potentielle des forces syndicales. En témoigne un événement récent. Lors de la discussion préparatoire à la grève générale d'avertissement du 11 août, dans la région de

Gdansk, dont le but était de forcer le général Jaruzelski à accepter un Premier ministre issu des rangs de Solidarité, Alojzy Szablewski, le dirigeant du syndicat du Chantier naval "Lénine" s'est opposé à la grève, puis, mis en minorité, a expliqué que de toute manière, il n'appliquera pas la décision car "je n'ai pas lutté dans le but de sauver le chantier, pour le mettre en danger aujourd'hui : une telle grève peut gêner les intérêts de Basia Piasecka-Johnson" [Il s'agit de la multimillionnaire américaine qui s'est proposé pour reprendre le chantier dans le cadre d'une joint-venture, ndlr] (cité d'après Polityka du 19 août 1989).

### Quelle politique ouvrière ?

Les choix politiques et sociaux de la direction Walesa n'ont pour le moment pas permis de profiter de la légalisation de Solidarité afin de reconstruire un syndicalisme hégémonique, comme en 1980-1981. Solidarité compte actuellement 2,7 millions de membres et beaucoup de structures syndicales rechignent à verser leurs cotisations à la centrale — ce qui témoigne du manque de confiance envers la direction. Lech Walesa se satisfait d'une telle situation : "Je ne cherche pas à faire un syndicat fort — déclarait-il à une journaliste de Polityka (19 août 1989) — car une Solidarité de 10 millions de membres serait un bâton contre le pouvoir et le gouvernement, et moi je ne veux pendre personne. Aujourd'hui, il faut être Polonais avant d'être syndicaliste et une telle attitude impose une autre hiérarchie de valeurs : d'abord l'économie, ensuite le reste".

Ainsi, la crise du régime et les concessions qu'il est amené à faire sont aujourd'hui sans commune mesure avec ce qu'on avait connu en 1981. Mais le niveau d'auto-organisation des masses est beaucoup plus faible. Lors des grèves, les travailleurs forment leurs comités, mais en l'absence d'une impulsion pour les centraliser et alors que la méfiance envers les structures de Soli-



darité reste grande, ces formes primitives d'auto-organisation ne parviennent pas à se développer.

La question du pouvoir, posée objectivement par le résultat des élections de juin et l'incapacité de la direction bureaucratique, ne trouve pas de débouché politique dans la mouvance ouvrière. Car le gouvernement de large coalition que Mazowiecki s'apprête à former ne sera pas perçu par les travailleurs comme étant leur gouvernement, même s'il pourra jouir, durant un temps, d'un préjugé favorable.

Quelle politique ouvrière peut-elle permettre de renforcer la confiance en soi et l'activité des masses ? C'est la question qui est posée, aujourd'hui, devant les militants politiques radicaux opposés à l'orientation de Lech Walesa. Il est aisé de présenter une liste de revendications qu'un gouvernement authentiquement ouvrier devrait satisfaire et que les organisations syndicales, les conseils d'autogestion, les groupes politiques d'opposition pourraient mettre en avant.

### Les revendications ouvrières

Il s'agit d'une part, de celles qui ont trait à l'actuelle situation économique et qui rappellent celles avancées il y a 9 ans, en août 1980 : échelle mobile des salaires et prestations sociales, réduction des revenus supérieurs au double du salaire moyen, suppression des privilèges, etc. En liaison avec cela, il s'agit d'avancer le refus des diktats du FMI et des autres centres impérialistes, et le non paiement de la dette. Sans oublier les revendications qui concernent les libertés : suppression de la censure, liquidation de la police politique, droits syndicaux dans l'armée et la police, fin du monopole sur les médias, élection de tous les dirigeants économiques et, en premier lieu, des directeurs. Celles concernant la suppression des privilèges du POUP en tant qu'organisation politique — et en particulier, celle déjà avancée en 1981 lors des référendums dans de nombreuses entreprises : la non prise en charge par l'entreprise des salaires des permanents du POUP en son sein. Celles enfin, qui ont trait à la question du pouvoir politique : élections libres et à la proportionnelle d'une Assemblée constituante, d'autant plus d'actualité que le POUP s'apprête à proposer une modification de la Constitution par l'actuelle Assemblée nationale qui, faut-il le rappeler, n'a été que partiellement élue.

Si autour de telles revendications le mouvement de masse auto-organisé pouvait renaître, il pourrait poser la question d'un gouvernement de Solidarité responsable devant les comités de base et chargé de réaliser ces revendications. ■

1er septembre 1989

## POLOGNE

# "Les caisses sont vides"

**LA POLOGNE EST PLONGÉE dans une crise économique qui dure depuis la fin des années 70. Ses principales manifestations sont bien connues. Le déficit du budget de l'Etat a fait dire, en août, à l'un des ministres sortant, que "les caisses sont vides".**

### Cyril SMUGA



IL S'AGIT tout d'abord de l'incapacité de l'industrie polonaise à satisfaire les besoins sociaux de la population, que cela soit des biens de consommation courants ou durables, des logements ou des biens de production. On observe un vieillissement accéléré de l'appareil productif et une baisse de la production industrielle, dûs à l'incapacité de la direction bureaucratique à maîtriser les investissements. Incapacité qui a conduit le gouvernement Rakowski à arrêter, début juillet, tous les investissements en cours, après avoir vainement essayé de faire le tri entre ceux qui sont justifiés et ceux qui ne le sont pas. Il s'agit aussi d'un endettement extérieur colossal — 39 milliards de dollars et près de 9 milliards de roubles — qu'il est hors de question de pouvoir rembourser.

### "Lorsqu'il est impossible de continuer"

Tout cela produit une inflation qui, cette année, se chiffrera en centaines de pour-cent (plus personne n'ose prédire le chiffre). Pour donner un ordre de grandeur, rappelons que le dollar qui, en avril, s'échangeait sur le marché libre à 3 000 zlotys, a atteint plus de 9 000 zlotys, en août. Cette inflation réduit à néant non seulement l'épargne des ménages, mais aussi les fonds d'investissement et de réserve des entreprises.

Les dirigeants de l'appareil d'Etat sont conscients de cette situation, comme ils savent qu'ils ne sont pas en mesure d'en sortir. C'est la principale raison

qui a conduit le gouvernement Rakowski à accélérer les réformes législatives entamées par le gouvernement précédent et à engager le pays sur la voie de l'économie de marché.

Laissons la parole à l'un des éditorialistes officiels qui, dans un article au titre savoureux, "Lorsqu'il est impossible de continuer", écrivait dans le quotidien du gouvernement, début juillet : "La continuation du [modèle] actuel de développement signifierait, dans la pratique, la croissance de l'inflation, l'approfondissement du déséquilibre, l'accroissement de l'endettement à l'étranger, la "réduction" des besoins en rapport avec des possibilités sans cesse plus petites. Indépendamment donc des effets des débats de la "table ronde", il faut définitivement rejeter cette variante de la voie vers l'avenir. (...) C'est pourquoi, la situation est aujourd'hui mûre pour jeter un regard différent, non conventionnel, sur les futurs processus économiques. Cela est lié au problème, si discuté aujourd'hui, de la propriété des moyens de production. Tout le monde est d'accord sur le diagnostic : la propriété sociale, aujourd'hui dominante, n'a pas libéré une attitude active envers le travail, n'a pas développé la motivation [à travailler], est devenue, de fait, la propriété de personne. Les produits du travail sont misérables et personne n'est content de leur partage. Il faut donc changer. En ce qui concerne la thérapie, les opinions sont partagées. Il y a les partisans d'une réprivatisation totale. Ceux du fermage, donc de la seule possession. Il y a enfin les partisans de diverses formes de socialisation de la propriété, différentes des actuelles. Tout cela pour que le propriétaire se sente enfin propriétaire" (Krzysztof Bien, Rzeczpospolita du 10 juillet 1989).

Le sentiment d'échec et d'impuissance qui transparaît au travers de cet article est partagé par les principaux dirigeants de la bureaucratie. Présentant à la télévision la démission de son gouvernement, Mieczyslaw Rakowski confiait : "Chaque jour, je me sentais écrasé par la conscience que le modèle de la Pologne que je rêve, celui d'un pays économiquement gouverné par des lois justes et raisonnables, peuplé de gens assez heureux, contents de leur sort, ne peut être réalisé en un an, en deux ans, ni même en cinq ans" (Trybuna Ludu du 6 juillet 1989).

C'est ce constat qui a conduit la bureaucratie polonaise à céder devant toutes les pressions de la bourgeoisie impérialiste et à tenter même de devancer les exigences de ses institutions. Le Vice-premier ministre, Ireneusz Sekula expliquait encore : "Si l'économie polonaise doit coopérer avec l'économie mondiale, avec les pays développés, elle doit être compatible. (...) C'est pour cela que, fin 1988-début 1989, nous avons entamé une course contre le temps, pour réaliser en quelques semaines un changement de ce modèle. (...) Le gouvernement a présenté, et la Diète a voté, une quinzaine de lois qui ont qualitativement modifié la forme légale de l'économie polonaise. (...) Personne ne va investir en Pologne, même pas un centime, si cela ne lui profite pas. C'est pour cela que ce programme économique doit faire de la Pologne un espace où on réalise des profits. En Pologne et avec les Polonais. (...) Ce programme, dont nous parlons aujourd'hui, a été bien évidemment présenté dans sa première version à Washington, au FMI, à la Banque Mondiale, au Secrétariat du Trésor et au Secrétariat d'Etat. Il y a été considéré comme le premier programme polonais qui peut obtenir un soutien réel — je souligne — il peut, il a des chances, mais ce n'est pas une certitude" (Rzeczpospolita, 8-9 juillet 1989).

### Les exigences du FMI

En effet, Janusz Sawicki, vice-ministre des Finances du gouvernement Rakowski, s'était rendu aux Etats-Unis, fin juin 1989, pour soumettre le projet de programme économique 1989-1992 aux experts du FMI, de la Banque Mondiale et de l'administration américaine. Il raconte qu'on exige que la Pologne "fasse preuve d'une plus grande activité dans le domaine de la politique monétaire, augmente rapidement le taux de crédit, renforce les mécanismes de contrôle des revenus réels, limite le déficit budgétaire non en augmentant les recettes, mais en réduisant les dépenses — en particulier les subventions aux prix de détail. (...) Du point de vue du FMI, les questions essentielles sont : à quel point serons-nous capables de mettre en pratique le programme mis au point avec les institutions internationales et comment ce programme sera-t-il reçu par la société ? En conséquence, (...) ils continuent à exiger que l'engagement créditeur du FMI ne prenne acte qu'après la réalisation, par le gouvernement polonais, de certains éléments de ce programme. Quant à nous, il nous est difficile d'accepter une telle condition" (Rzeczpospolita, 4 juillet 1989).

La seule condition inacceptable, pour la bureaucratie polonaise, a été celle qui la privait des crédits minimums, lui offrant une marge de manœuvre face aux revendications inévitables qui allaient surgir dès le début de la réalisation pratique de ce programme. Car, contrairement aux espoirs répandus, tant dans

les rangs de la bureaucratie que dans ceux de l'opposition, la bourgeoisie méfiante ne s'est pas précipitée pour offrir les milliards de dollars attendus. Georges Bush lui-même, malgré ses promesses de plan de sauvetage, n'a pas ouvert la manne aux dollars lors de sa visite en Pologne, début juillet. De même, le sommet impérialiste de Paris n'a pas non plus offert des crédits illimités, se limitant d'ouvrir la voie à une aide alimentaire de la Communauté économique européenne (CEE).

Pourtant, dans la lettre adressée au sommet des sept, le général Jaruzelski n'a pas manqué de souligner que "le renouveau économique implique des changements fondamentaux dans la structure de la production et dans les rapports de propriété". Il demandait en conséquence "l'encouragement actif des investisseurs pour qu'ils engagent leurs capitaux en Pologne" et soulignait que "les conditions juridiques permettant de transformer les entreprises étatiques en sociétés à participation du capital étranger, sans limiter l'importance de cette participation, ont déjà été créées". Il réclamait également "l'aide dans la formation des managers et les conseils dans l'élaboration de nouvelles solutions et instruments économiques" (Rzeczpospolita du 13 juillet 1989).

Les mesures adoptées par le gouvernement Rakowski représentent, en effet, un changement fondamental du cadre législatif de l'économie polonaise. Début juillet, répondant aux attaques de Jacek Kuron qui accusait le gouvernement Rakowski d'avoir entrepris les hausses des prix "qui n'entrent pas dans le cadre d'un indispensable programme plus général de marchandisation de l'économie", le bureau de presse de ce gouvernement rendait public le communiqué suivant, qui récapitule les me-

sures prises. "A l'initiative du gouvernement en quelques mois ont été introduits, entre autres :

### Les décisions de la bureaucratie

— la liberté totale d'entreprendre et de conduire l'activité économique ; l'égalité des secteurs, en ce qui concerne l'emploi, les impôts et l'accès aux crédits bancaires et aux moyens de production ; ce modèle conduit à la liberté des prix et des salaires ;

— l'unification des conditions pour toutes les formes d'entreprises, y compris étrangères, la liberté de transférer le profit en devises, la possibilité qu'une société soit gérée par un étranger, la liberté pour les sociétés d'employer et de rémunérer les salariés ; d'acheter et de vendre la production aux prix de marché ;

— la possibilité de créer le marché de devises, la liberté de circulation des devises, la garantie de propriété des devises, la possibilité de l'achat et de la vente des devises par les personnes physiques ;

— la possibilité de créer de nouvelles banques, fondée sur le principe de la concurrence sur le marché ;

— la division du patrimoine des entreprises étatiques entre une part du Trésor qui forme le capital constitutif et un fond de l'entreprise autofinancée, ce qui favorise la constitution graduelle d'un transfert marchand des capitaux ;

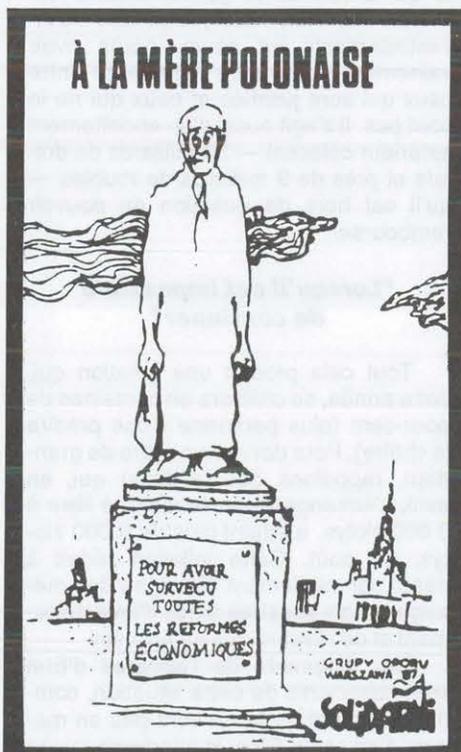
— le Fonds du développement du marché qui favorise la concurrence dans le commerce ;

— le marché libre en ce qui concerne les combustibles et une partie des moyens de transport (suppression des bons d'essence et des assignats pour les voitures) ;

— la possibilité d'affermier ou d'utiliser le patrimoine étatique par les sociétés et les personnes privées qui menent une activité économique fondée sur les principes du marché ;

— la liberté dans la commande, l'achat et la transformation des produits agricoles, qui prépare le terrain à la libération de la vente de tous les aliments" (Rzeczpospolita du 7 juillet 1989).

Les premiers résultats de ces mesures ne se sont pas faits attendre. Selon les résultats d'une enquête de Jozef Tulski, entre 1980 et 1988, le nombre de salariés employés dans le secteur privé a presque doublé, passant de 600 000 à 1 180 000. Les petites entreprises familiales restent dominantes dans ce secteur : 668 000 personnes qui y travaillent sont les propriétaires et les membres de leurs familles. Selon Ryszard Sawa, président de la Chambre de l'Industrie et du Commerce privés, récemment créée à Varsovie par les représentants d'une centaine d'entreprises privées, il y a aujourd'hui en Pologne entre 15 000 et 20 000 entreprises privées qui emploient plusieurs dizaines,



voire plusieurs centaines de personnes (*Rzeczpospolita* du 14.07.89). Tulski explique également que depuis "la loi sur l'activité économique et sur l'activité des entreprises à capital étranger ont radicalement revivifié le secteur privé" (*Rzeczpospolita* du 3 juillet 1989).

L'Office central des statistiques (GUS) donnait la mesure de l'accélération : fin 1988, il y avait 572 000 entreprises privées (en dehors de l'agriculture) ; durant les premiers six mois de l'année 1989, 128 000 nouvelles entreprises privées ont commencé leur activité, soit un accroissement de plus de 20% en six mois ! (*Rzeczpospolita* du 8 août 1989). Enfin, le 12 juillet, a commencé l'activité du premier "comptoir d'échange des valeurs mobilières", lancé par une société anonyme dont 55% des actifs sont dans les mains de la société américaine Ryan James Ltd. Le comptoir effectue notamment des placements en devises, garantissant un rendement de 20% par an (*Rzeczpospolita* du 13 juillet 1989).

### Quel programme économique ?

Le gouvernement de Mieczyslaw Rakowski n'a pas eu l'occasion d'achever la mise en place de son projet. L'échec électoral du POUP et les mobilisations sociales, en juin et juillet, ont sonné le glas pour lui — il n'avait pas la force de s'y opposer efficacement. Il a cependant rendu un fier service à ses successeurs qui voudraient suivre la voie sur laquelle il s'est engagé : il a mis en pratique, alors qu'il était déjà démissionnaire, la mesure la plus impopulaire de la réforme économique : la libération des prix des biens alimentaires ce qui, dès le 1er août, a produit des augmentations de prix de l'ordre de 300 à 500%. Il a également laissé à son successeur le projet des "fondements du programme économique pour les années 1989-1992", déjà présentés au FMI et à l'administration américaine. Ce projet prévoit notamment : "la transformation des entreprises étatiques en sociétés par actions ; dans ce cadre, la part du Trésor constituera le 'paquet' des employés, garantissant leur participation à la gestion, une partie des actions sera donnée à des banques d'investissement spécialement créées à cet effet, dans le but de mettre en circulation ces actions — les vendre aux enchères aux entreprises, institutions et personnes intéressées. Le droit d'acheter et de remettre en circulation ces actions sera accordé à toutes les banques d'investissement, toutes les entités économiques nationales, les personnes physiques et également — après accord de l'Agence pour les investissements étrangers — les investisseurs étrangers" (*Rzeczpospolita* du 18 juillet 1989).

Interrogé sur sa vision de l'économie polonaise dans un proche avenir, le Vice-premier ministre du gouvernement démissionnaire, Ireneusz Sekula, expliquait, lors de l'émission déjà citée : "Ce sera une économie de marché dans la-

quelle l'interventionnisme de l'Etat sera réduit au minimum, c'est-à-dire que seule l'importation des matières premières stratégiques sera financée et contrôlée centralement, tout le reste sera décentralisé. Une économie sans réglementation, sans distribution administrative, dans laquelle tout est réglé par des transactions — l'achat et la vente avec une monnaie... véritable. (...) Une économie où le capital pourra librement fluctuer des entreprises moins efficaces vers des entreprises plus efficaces, dans lesquelles il sera mieux employé. Et à la suite du capital, nous aurons le déplacement des moyens de production et des gens, qui quitteront les entreprises en faillite pour des entreprises qui travaillent mieux, plus efficacement, qui produisent et donc peuvent payer. Ce sera une économie qui est régie par les lois de l'économie, c'est à dire qui se

### Le charme discret du Thatcherisme

"Récemment, madame Thatcher nous a rendu visite, et le général Jaruzelski lui a rendu sa visite. C'est vrai que nous sommes sous le charme de cette Angleterre, en tant que pays où l'économie est florissante. Rappelons son histoire économique : d'abord les brebis, une île peuplée des brebis, une laine formidable, une industrie développée — les fameux tissus anglais qui habillaient toutes les armées européennes.

Puis est apparue la laine australienne, et les Anglais ont, sans hésiter, passé les brebis au couteau. Ils ont développé l'industrie lourde, les mines et les aciéries, l'acier anglais, le canon anglais, qui étaient synonyme d'une marchandise excellente.

Puis il est apparu que la pétrochimie est plus portée par la conjoncture, la transformation du pétrole (d'ailleurs exploité en mer du Nord), l'électronique. Sans hésiter — malgré les grèves, les protestations, les aventures, le sang qui a coulé, car même cela avait eu lieu — l'extraction minière a été limitée, la majorité des aciéries fermée, les chantiers navals liquidés.

Et dans dix ans, lorsqu'une nouvelle génération de produits apparaîtra, bien évidemment nous ne devinerons pas comment elle va s'appeler, les Anglais, sans hésiter, vont effectuer une nouvelle volte-face, car c'est le seul moyen pour prendre part à la course avec le reste du monde." ■

**Ireneusz Sekula,**  
Vice-premier ministre  
du gouvernement Rakowski,  
le 7 juillet 1989, à la télévision polonaise  
(cité d'après *Rzeczpospolita*,  
du 8-9 juillet 1989).

sert d'une monnaie véritable, (...) une monnaie qui remplit toutes les fonctions de la monnaie. Voyez, jusqu'à la fin de l'année dernière, nous avons encore une quinzaine de quasi-monnaies différentes (...). Mais une monnaie véritable existe lorsqu'elle permet d'acheter, toutes les marchandises, lorsqu'il n'est plus nécessaire d'avoir pour cela (...) aucune sorte d'autorisation. Et c'est vers un tel système que nous nous dirigeons de manière conséquente. (...) De plus, avec cette monnaie polonaise (...) depuis le 15 mars, on peut déjà acheter et vendre des marchandises comme le dollar, la livre sterling, le mark ou le franc ; ces devises (...) peuvent être, depuis cette date, achetées légalement par les citoyens, dans les comptoirs de change, et par les entreprises, lors des enchères. (...) Nous voulons parvenir à une économie véritablement moderne, dans laquelle il y a abondance de tout. La seule chose qui doit y manquer, c'est l'argent. Mais lorsqu'on a de l'argent, on a accès à tout. (...) Lorsque la Diète adoptera la loi sur le marché des capitaux, à une large échelle seront émises des actions des entreprises. (...) Alors ces milliards de zlotys, qui sont dans les mains des citoyens, non pas ceux qui vivent pauvrement, mais ceux qui possèdent ce surplus inflationniste, qui dérèglent le marché avec leurs millions disponibles, pourront s'investir dans l'économie. Non pas dans l'économie en général, comme cela se fait avec l'impôt, mais dans les entreprises choisies ou dans des obligations du Trésor choisies par eux, choix qui peut s'avérer très judicieux car il peut permettre de réaliser un profit en rapport."

### Intégration dans la CEE

Chez certains dirigeants de la bureaucratie la volonté de se doter d'une référence autre que celle, totalement compromise, de la gestion stalinienne va encore plus loin. Ainsi, dans un article de fond publié dans le quotidien gouvernemental *Rzeczpospolita*, à la veille du XIII Plénum du CC du POUP et consacré à l'avenir de la politique étrangère polonaise, Bogumil Rychlowski écrit : "A plus long terme, on ne peut exclure la nécessité de tentatives pratiques visant à l'intégration de la Pologne au sein de la CEE, dans un premier temps, en tant qu'Etat associé, puis en tant que membre. En effet, depuis longtemps, la RDA est un participant de fait de cette structure, bien que ses structures intérieures soient très éloignées du modèle exigé par la CEE. On peut donc espérer, à l'avenir, que la Pologne, en tant que pays qui a entrepris des réformes politiques et économiques très avancées remplira les conditions permettant, en accord avec l'idée de la maison commune européenne, de devenir un partenaire intégré de la CEE" (*Rzeczpospolita* du 27 juillet 1989). ■

31 août 1989

# Un tournant mineur ?

**AU RISQUE — limité — de simplifier, on peut affirmer que la date du 10 juillet 1989 s'inscrira en lettres majuscules dans le calendrier de la *perestroïka*. Ce jour-là, les mineurs de Mediouretchensk, en Sibérie occidentale, entrent en grève. En soi, une grève, n'a plus rien d'extraordinaire dans l'Union soviétique de Gorbatchev. Durant le premier semestre 1989, la presse soviétique n'annonce-t-elle pas deux millions de journées de travail "perdues" pour fait de grève ; ce qui - pour illustrer - donnerait une moyenne statistique de 15 000 grévistes par jour. Mais le 10 juillet se déclenchait un mouvement qui allait entraîner, vagues après vagues, durant plus de deux semaines, des centaines de milliers de mineurs dans les principaux bassins houillers de tout le pays : Kouzbass, Donbass, bassin de Karaganda (Nord du Kazakhstan), bassin de Petchora (Vorkouta)...**

**Charles-André UDRY**

**L**A REPRISE DU TRAVAIL s'étalera du 19 juillet jusqu'au 24 juillet. Managers des mines, autorités locales, représentants des syndicats, y compris le ministre de l'industrie charbonnière, Chtchadov, sont soit écartés d'entrée, soit placés sur la touche, après une première entrevue. Les mineurs et leurs délégués ne négocient qu'avec l'envoyé de Gorbatchev et Rykov : Slunkov. C'est sans médiation — "patronale" ou "syndicale" — que les travailleurs auto-organisés d'une des branches économiques stratégiques de l'économie entrent en conflit-négociation avec le pouvoir politique central. Il y a là l'expression, à la fois, de la place particulière de la classe ouvrière dans ce régime et de la crise extrêmement profonde qui ravage le système de domination bureaucratique.

Ceux qui ne scrutent que les conflits entre les diverses ailes du parti ou au sein des institutions nouvellement élues, ceux qui se limitent à analyser les courants dans l'intelligentsia ou encore s'évertuent à expliquer une alliance plus ou moins tacite entre les ouvriers et l'aile la plus conservatrice de la bureaucratie doivent déchanter. Le correspondant du *Monde*, avec un accent de sincérité et d'étonnement, constate donc : "Il (le conflit des mineurs) marque l'entrée en scène de la classe ouvrière, et ce prolétariat dont on avait tant décrit l'abêtissement, l'alcoolisme et la passivité semble

parfaitement bien savoir ce qu'il a à faire" (19 juillet 1989).

A l'opposé, il serait niais de ne pas saisir l'importance des conflits politiques et idéologiques en cours dans le parti, dans les institutions élues, le rôle du mouvement informel multiforme, la place des courants nationalistes et des affrontements inter-ethniques. Il serait de même dangereusement simplificateur de voir dans cet élan gréviste la naissance d'un mouvement linéaire et spontané des travailleurs soviétiques qui renouerait "naturellement", après des décennies d'une histoire accablante, avec l'autogestion et une "planification centrale et démocratique"... qui reste d'ailleurs à "inventer", si l'on ne se contente pas de quelques formules quasi magiques !

## La classe ouvrière à l'œuvre

Si le 10 juillet possède une importance cardinale, c'est plus simplement parce que, depuis cette date et pour la première fois depuis le début des années vingt se sont affirmés aux yeux de l'ensemble de la classe ouvrière de l'URSS : la force sociale et politique d'un mouvement propre de lutte, la possibilité et la nécessité de l'organisation démocratique pour présenter et faire accepter un cahier de doléances, le début d'une réflexion revendicative allant au-delà des requêtes matérielles les plus immédiates et la "mise sous surveillance" des autorités. Dès lors, dans les immenses soubresauts qui attendent une Union soviétique frappée de plein fouet par une

crise sociale gigantesque, l'activité directe des travailleurs, le sens de leurs revendications-projets, la forme de leur organisation indépendante seront un des facteurs décisifs qui déterminera les contours d'une conjoncture historique qui ne se laisse pas saisir par quelques analogies fallacieuses avec l'époque de Khrouchtchev ou le Printemps de Prague.

## Le cahier de doléances

Mais revenons au 10 juillet. Le mouvement qui éclate comme un coup de tonnerre avait mûri durant quelques mois. Teimuraz Avaliani, président du comité de grève de Kemerovo (Sibérie occidentale) indique que, déjà le 28 décembre 1988, une liste de revendications des mineurs avait été envoyée au Comité central du syndicat (*Nouvelles de Moscou*, 6 août 1989). Une lettre de mise en garde des mineurs Mejdouretchensk fut publiée, le 26 janvier, dans le journal des syndicats, *Trud*, qui tire à 19 millions d'exemplaires. Mais rien ne fut entrepris, comme à l'habitude. Le mécontentement explicite couvait donc depuis des mois. Dès lors, le refus de tout contact avec les autorités locales, régionales et avec les syndicats, dès le début de la grève, traduit la distance séparant l'appareil des travailleurs et le goût amer de la récente expérience.

En outre, la réforme politique gorbatchévienne disqualifie "officiellement" une fraction significative de l'appareil du Parti-Syndicat-Etat, que ce soit localement ou à l'échelle d'une branche industrielle. La perception des lieux de décision est ainsi brouillée. Les grévistes sont donc conduits à interpeller directement le "sommet". Il y a là l'indice caractéristique d'un système de domination commotionné.

Enfin, le climat d'ouverture politique créé par les élections au Congrès des députés du peuple en mars, les débats publics qui marquèrent la réunion de cette nouvelle instance législative en mai et juin, comme les polémiques qui traversent la presse, le sentiment quelque peu déstabilisé, tout cela a facilité l'effondrement de la crainte d'organiser une grève, de la proclamer sur la place publique, malgré la mémoire encore vive des brutales répressions passées. La dégradation des conditions de travail et de vie, alors que l'attente des fruits... et du saucisson de la *perestroïka* dure depuis quatre ans, déclenchera depuis lors la plus vaste mobilisation ouvrière anti-bureaucratique de l'histoire de l'URSS stalinisée.

Les cahiers de revendications présentés par les différents comités de grève révèlent tout d'abord l'abyssale pénurie de biens de consommation : sucre, beurre, viande, café, savon de ménage, savon de toilette, machines à laver, vêtements matelassés pour l'hiver... Si les revendications salariales existent — pour le travail de nuit et les heures supplémentaires — les grévistes réclament avant tout que l'argent gagné

puisse servir à quelque chose : à acheter ces produits... disponibles. Pour le savon, les 400 grammes alloués par mois correspondent à la norme fixée en 1923 ! Ils en réclament aujourd'hui 800. La grève s'élève donc contre un fléau qui frappe une part toujours croissante de la population : la pénurie de biens de première nécessité. Les causes de cette pénurie sont multiples. Elles ne peuvent se réduire aux sabotages des "bureaucrates anti-réformistes". Elle résulte bien plus de l'addition des impasses de la planification "passée" et du chaos d'une réforme économique qui est, pour l'heure, tout simplement manquée, repoussée sur l'essentiel.

La seconde catégorie de revendications porte sur les dépenses sociales : logements, infrastructures hospitalières, crèches... Derrière ces exigences est posé un problème inhérent à la dite planification centralisée : les investissements sociaux sont les derniers sur la liste des priorités des instances qui "planifient" une branche aussi importante que le charbon. La planification — plus exactement la concentration de ressources (bien de production et force de travail plus ou moins contrainte) sur quelques cibles prioritaires — porte avant tout sur le volume de l'appareil de production de l'industrie lourde, avec des gaspillages énormes qui rendent encore plus résiduelles les ressources disponibles pour les "fonds sociaux". Mais pour la bureaucratie, ce type de planification permet un contrôle relatif du reste de l'économie par le biais de l'allocation de produits de base (charbon, acier, ciment...).

### L'autonomie financière

En ce sens, il n'est pas étonnant que l'industrie lourde représente la colonne vertébrale socio-économique d'une fraction décisive de la nomenklatura. Ce qui explique aussi sa résistance à diverses réformes. Dès lors, les *desiderata* des grévistes concernant les dépenses sociales s'affrontent directement au système "d'économie de commandement central". C'est une des raisons pour lesquelles ils réclament une autonomie financière des mines face au ministère, au pouvoir central. Cette autonomie devrait permettre aux mineurs de décider eux-mêmes des priorités d'investissements, entre autre au plan social. Cette revendication d'autonomie financière exprime plus une volonté d'indépendance face à la bureaucratie centrale que l'adhésion des grévistes à une forme ou à une autre de gestion d'ensemble de l'économie. Sur ce terrain, les discussions sont embryonnaires et surtout l'expérience pratique des réformes n'est pas encore faite. Ce n'est que progressivement que des options d'ensemble, un peu éla-

borées, vont devenir l'enjeu de batailles entre diverses forces sociales.

La troisième facette des exigences ouvrières à trait à l'environnement. Cette grève marque une jonction, de fait, entre les multiples mobilisations écologistes (entre autre sur le nucléaire, Tchernobyl n'est pas qu'un vague souvenir en Ukraine...) et une action revendicative plus strictement ouvrière. Un délégué des mineurs de Sibérie résumait bien la situation par cette formule : *"la chaîne homme-charbon a été brisée, il ne reste plus ici que le charbon"* (La Repubblica, 19 juillet 1989). Ainsi, se retrouvent dans les longs énoncés des revendications, les thèmes de l'approvisionnement et de la qualité de l'eau, celle de la mise en place de stations d'épuration des eaux, celle de l'aménagement de l'espace urbain...

L'ampleur, la forme et la dynamique du mouvement gréviste devait déboucher sur des revendications explicites d'ordre politique. Par exemple, à Chervonohrad, en Ukraine, les mineurs ont appelé à l'élection immédiate du conseil local (soviet local), au renvoi des responsables de la police et du KGB (police politique), de l'éditeur du journal local et de trois juges. La revendication d'une nouvelle Constitution, avec élection du président au suffrage universel et suppression de l'article 6 — qui attribue au Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) le rôle dirigeant dans la société — a été avancée à Vorkouta et perçue d'ailleurs au Soviet suprême par un député de la région. La dénonciation des magasins spéciaux réservés à la nomenklatura incarne de même le ressentiment anti-bureaucratique de la population. Lorsque les responsables locaux soulignent le coût de la grève, la réponse des grévistes, rapportée par les *Izvestia*, est nette : *"Pour économiser, réduisez les effectifs pléthoriques de l'administration"*. La politisation des revendications est aussi liée à la volonté de contrôler l'aboutissement des accords. C'est une première politisation, mais elle dévoile la dynamique inévitable de ce type de conflit.

Le processus d'extension et d'orga-

nisation du mouvement le rend très proche des formes "classiques" de grèves générales. Les comités de grève ont fort souvent pris la dimension de comités ouvriers qui organisaient non seulement la lutte, les négociations, mais la vie de la ville autour de la grève. D'autant plus que d'autres secteurs ouvriers se sont immédiatement ralliés aux mineurs : 160 entreprises l'ont fait dans les Koutzbass, selon *Trud*. La Coordination s'est effectuée au niveau régional. Il en fut ainsi entre les villes du Koutzbass : Kemerovo, Prokopyevsk, Belov, Kisselevsk.

### De l'auto-organisation au syndicat indépendant...

L'extension du mouvement n'a pas été purement spontanée : *"Les mineurs du Donbass sont entrés en contact téléphonique avec leurs camarades du Koutzbass, qui, dès la semaine dernière, leur avait envoyé une délégation, et ils ont élaboré une liste de 33 revendications"* (Le Monde, 19 juillet 1989). Plus tard, les autorités couperont les communications téléphoniques inter-urbaines ; la presse, la radio, la télévision resteront des instrument d'information. Des milices ouvrières se sont mises en place pour assurer l'ordre et prendre des mesures contre la consommation d'alcool pendant la grève. L'expérience des provocations policières stimule chez les mineurs l'organisation indépendante de la "sécurité". Les syndicats officiels, comme les décrit un journaliste du quotidien italien *La Repubblica*, se virent attribués *"la tâche de préparer les repas et d'apporter le thé aux grévistes"*.

Comme dans tout mouvement de masse de ce type, un débat permanent s'établit entre les comités de délégués et les grévistes. Il est significatif que les propositions de reprise du travail furent initialement rejetées, parce que les assurances de la réalisation des accords n'étaient pas suffisantes ou parce que Gorbatchev et Rykov n'avaient pas encore paraphé l'accord signé. D'ailleurs, dès l'interruption de la grève, les comités de grève ont pris le statut de comités de surveillance de l'application des accords. L'ampleur de l'auto-organisation est donnée par ces constats de la revue *Literaturnaïa Gazeta*, du 2 août 1989. Elle parle, après la fin de la grève, de situation de *"dualité de pouvoir"* dans la ville de Prokopyevsk, dans le Koutzbass. Elle indique que le comité de grève *"s'est arrogé le contrôle des stocks alimentaires et leur distribution"*. Dans la cité voisine de Kemerovo, *"les doléances des habitants sont recueillies et examinées par le comité de grève, en lieu et place du Parti et de l'administration locale"*.

Dans la foulée de cette mo-





# Perestroïka et emploi

**PEU DE GENS contesteront le fait que les entreprises soviétiques ont du personnel en surnombre et que l'efficacité économique demande une certaine redistribution, et donc, une certaine mobilité de la main-d'œuvre. D'un autre côté, les travailleurs soviétiques en sont venus à considérer comme un droit acquis, la sécurité d'emploi qui a existé, de fait, sous le "système dirigiste". Il a donc été reconnu officiellement que l'abrogation de ce droit acquis, en vertu de la réforme de marché, demande l'établissement de garanties pour que les licenciements soient justifiés par des raisons économiques et doit sérieusement tenir compte des problèmes sociaux, afin que ceux qui seraient licenciés n'aient pas à souffrir indûment de leur mutation dans un autre emploi, et que la réforme ne conduise pas à la création d'un chômage structurel. Mais, jusqu'à présent, la politique suivie n'a pas concrétisé ces bonnes intentions. Une analyse des raisons de cet état de fait éclaire la nature sociale de la perestroïka.**

David SEPP0

**A**VEC LA RÉFORME économique, qui n'en est qu'à ses débuts, et dont on ne peut prévoir la fin ultime, on a estimé, officiellement, qu'au moins 16 millions d'ouvriers et d'employés (sur une population active de 131 millions) seront en surnombre à la fin du siècle (1). En 1988, un million d'emplois ont été supprimés dans les institutions et les entreprises (2). Jusqu'ici, la plus grande partie des réductions s'est effectuée de façon naturelle, c'est-à-dire par la suppression des postes déjà vacants. Mais au fur et à mesure que le régime de "vérité des prix" (*khozaschet*) se fera davantage sentir, la situation changera de façon dramatique. Selon un rapport, de nombreux directeurs d'usine seraient prêts à mettre à la porte entre un quart et un tiers de leurs effectifs, s'ils pouvaient partager les économies réalisées entre ceux qui restent (3).

Etre forcé de quitter son entreprise, peut-être même aussi sa ville et sa région, et d'apprendre une nouvelle profession n'est jamais une expérience agréable, quelles que soient les circonstances. Il est clair que les travailleurs soviétiques n'apprécient guère ce genre de changement, même si, pour la plupart d'entre eux, la perspective de se retrouver au chômage est encore lointaine. Dans une étude faite en 1986-87 sur 55

entreprises, moins de 15% de ceux qui ont répondu aux questions se déclaraient prêts à envisager de déménager vers une autre entreprise, et dans ce cas, seulement s'ils pouvaient garder le même revenu et le même métier. Seuls 5% se déclaraient prêts à changer de ville (4).

## Les garanties sociales

Commentant des lettres sur la réaction à un article sur l'emploi, le directeur de l'Institut de recherches de la Commission de planification de l'Etat concluait tristement : "Nous avons une compréhension simpliste des garanties : avoir un emploi dans la même profession et la même entreprise" (5). Les autorités admettent volontiers que les réductions d'effectifs causeront des "problèmes émotionnels et des déceptions" et qu'"une sérieuse restructuration psychologique est nécessaire et inévitable" (6).

Il ne faut pas croire que cela signifie que les travailleurs soviétiques sont foncièrement conservateurs, déterminés à se cramponner à leurs "privilèges", futurs aux dépens du progrès économique et social. Toutes les données démontrent que les ouvriers en ont assez du vieux système, comme tous les autres groupes sociaux. Mais les attitudes envers la réforme actuelle, et en particulier, par rapport à la perte de la sécurité de l'emploi, sont fortement influencées par la question des garanties sociales.

Une résolution conjointe du parti, du gouvernement et des syndicats, publiée le 20 janvier 1988, affirme que les réductions de personnel doivent être décidées sur une base démocratique, avec la participation des collectifs de travailleurs et dans une atmosphère d'ouverture. Le travailleur doit recevoir un préavis de deux mois et s'il (ou elle) ne peut trouver de poste dans la même entreprise, ou en refuse un, il (elle) peut recevoir deux, voire trois mois de salaire. Cette résolution prévoit aussi, pour la première fois, l'établissement d'un système de bureaux de placement, de reconversion et de réorientation à l'échelle de la nation (7).

## Démocratie ?

Les intérêts des travailleurs sont toujours garantis, du moins théoriquement, par la nouvelle loi sur l'entreprise socialiste qui prévoit l'élection du personnel d'encadrement et la création de conseils collectifs de travailleurs élus, dotés de larges pouvoirs de contrôle et de participation à la gestion. De même, un nouveau projet de loi sur les syndicats souligne leur rôle primordial comme défenseurs des intérêts des travailleurs, rôle que la presse syndicale essaye également de ressusciter.

Mais la triste réalité, c'est qu'en quatre ans de *perestroïka*, aucune de ces garanties n'est apparue. La démocratisation de la gestion des entreprises et des syndicats ne s'est pas produite, à de très rares exceptions près (8). Quant aux mesures de reconversion et de placement, elles aussi sont restées du domaine des bonnes intentions. Comme l'expliquait un ouvrier de Pavlovgrad : "Dans nos bureaux de placement, pompeusement appelés 'centres', les informations sont anciennes et les bureaux n'ont aucune autorité. Du coup, il n'y a personne qui puisse vous aider à trouver un travail" (9).

Il faut aussi remarquer qu'aucune de ces nouvelles lois et décisions politiques n'ont été abordées d'une manière réellement démocratique. Là où quelques discussions publiques ont eu lieu — et c'est déjà un progrès — la discussion s'est généralement centrée sur les projets de loi ou sur les propositions politiques formulées et proposées de haut en bas. Il n'y a pas eu de propositions alternatives. Les débats se sont donc soldés, au mieux, par des changements de détail. Et une fois la discussion terminée, la décision finale est revenue aux autorités bureaucratiques. C'est d'ailleurs la règle pour l'ensemble de la réforme économique,

1) *Sovietskaya Rossiya*, 21 janvier 1988.

2) *Trud*, 20 janvier 1989.

3) *Pravda*, 18 juillet 1987.

4) I. E. Zaslavskii et M. V. Moskvina, "Qui restera sur le seuil ?", *Sotsiologicheskie issledovaniya*, numéro 1, 1989, p.40.

5) V. Kostakov, *Kommunist*, numéro 14, 1987, p. 24.

6) *Trud*, 28 janvier 1988.

7) *Pravda*, 20 janvier 1988.

8) Voir D. Seppo, "Montée des conflits de travail", *Inprecor*, numéro 283 du 6 mars 1989 et D. Mandel "Revolutionary Reform in Soviet Factories", *Socialist Register* 1989, Londres, Merlin Press, 1989.

9) *Cobesednik*, numéro 20, mai 1989, p. 5.

excepté sur des points de détail. Il n'y a jamais eu de débat public confrontant plusieurs choix qui seraient ensuite démocratiquement soumis au vote.

Une lecture soigneuse de la presse soviétique ne laisse aucun doute sur le fait, qu'en l'absence d'un véritable contrôle des travailleurs, les abus abondent dans le processus de réduction du personnel. Les décisions sont souvent prises derrière des portes closes, sans consultation des travailleurs. Pendant les deux dernières années, l'encadrement a commencé à licencier, sans discrimination, toutes les personnes en âge de prendre leur retraite et dont beaucoup avaient choisi de continuer à travailler pour augmenter leur maigre pension (10). De même, des travailleurs proches de la retraite sont licenciés ou "poussés dehors" par anticipation. Dans le rapport cité ci-dessus, 50% de ceux qui ont été affectés par les réductions d'effectifs travaillaient depuis 20 ans ou plus (11). Beaucoup de plaintes viennent des handicapés et des femmes qui ont des enfants en bas âge et qui ont le droit légal de s'absenter pour s'occuper de leur enfant malade. "Il semble que les problèmes de réduction du personnel soient de plus en plus fréquemment résolus aux dépens des femmes", écrit *Rabotnitsa* (Femme travailleuse) (12). Ces licenciements peuvent être, ou ne pas être, illégaux, mais les spécialistes soviétiques s'accordent pour penser que les pressions créées par le régime "de vérité des prix", pour se débarrasser des ouvriers les moins productifs affecteront ces catégories de travailleurs (13).

### Mutations arbitraires

Un abus largement répandu avec la nouvelle réforme des salaires, est la mutation arbitraire de travailleurs vers un poste de moindre qualification. C'est une façon illégale, mais commode pour la direction, d'appliquer la réforme salariale qui demande l'augmentation du taux du salaire de base grâce aux économies faites par l'entreprise. Les cadres déclarent simplement que l'entreprise n'a pas de postes requérant une haute qualification et les travailleurs sont obligés de se soumettre ou de partir. Quand on pose la question, la réponse standard est : "Nous sommes en train de réorganiser" (14).

Les travailleurs n'ont pas les moyens institutionnels de se défendre contre des licenciements injustes. Un rapport paru dans la presse sur une conférence organisée par le Conseil central des syndicats (CCS), en janvier 1989, conclut que "tout comme avant, il n'existe pas de mécanisme fiable pour défendre les gens à l'échelon de l'Etat" (15). De même le groupe de travail sur l'emploi du CCS et



le Comité d'Etat sur le travail ont fait connaître, à la mi-mai, que de nombreux abus étaient commis concernant les réductions de personnel et, en sous-entendu, se plaignaient que ceux qui avaient été injustement licenciés "ne trouvaient souvent pas d'appui dans leur comité syndical" (16).

D'un autre côté, l'appareil bureaucratique, qui est supposé être la première cible des réductions, a su tirer profit de la situation. A bien y regarder, on s'aperçoit que les ministères qui proclament qu'ils ont réduit leurs effectifs par extinction naturelle, ont en fait introduit dans leurs calculs non seulement leur propre personnel, mais aussi celui des entreprises qui leur sont subordonnées. En fait, dans certains cas, l'appareil bureaucratique s'est plutôt renforcé. Le Comité d'Etat aux fournitures, par exemple, a accru son personnel de 4 000 personnes (17).

Les économies réalisées par les réductions d'effectifs dans les entreprises ont aussi bénéficié de façon disproportionnée à l'encadrement : si la moyenne des salaires ouvriers nominaux est montée d'environ 10% en 1988 (l'inflation est d'environ 8%), celle du personnel d'encadrement a augmenté de 20 à 30%. Le groupe de travail du Comité d'Etat sur le travail-CCS a conclu que les salaires des équipes d'encadrement, qui connaissent une véritable inflation dans les entreprises, sont payés aux dépens des réductions du personnel ouvrier (18).

Quant aux mesures de reconversion et de placement, lors du congrès de janvier du CCS, personne n'avait une idée du nombre de personnes qui auraient besoin d'une telle reconversion, ni de ce qui était disponible en ce sens. Les chiffres n'existent pas, parce que, un an et demi après l'adoption de la résolution, il n'existe toujours pas d'organisme national concrètement responsable de la collecte des informations nécessaires aux reconversions. En 1988, 1 240 bureaux locaux de placement étaient en service, et leur nombre est supposé doubler en 1989. Mais les entreprises ne sont pas obligées de leur signaler les postes créés, elles ne sont pas davantage te-

nues d'embaucher les travailleurs envoyés par les bureaux qui, de toute façon, ne sont pas réputés pour leur zèle. Comme auparavant, le gros des gens trouvent eux-mêmes un emploi, par les petites affiches sur les portes ou par le bouche-à-oreille (19). De plus, ils doivent y parvenir en respectant le code du travail, dans un délai de trois semaines, sinon ils risquent de perdre d'importants avantages qui découlent de la continuité du travail.

En fait, la non-révision du code du travail dans le sens de donner des garanties aux travailleurs, au moins sur le papier, ne fait qu'ajouter à leur crainte face à la perte de leur traditionnelle

sécurité d'emploi. Aujourd'hui, le montant du salaire, les allocations de logement, les vacances subventionnées, les primes tirées des fonds sociaux des entreprises et divers avantages dépendent, dans une large mesure, du temps passé dans une entreprise donnée (20).

### Main d'œuvre excédentaire

L'un des moyens proposés pour traiter la question des réductions de personnel dans l'industrie est la mutation des ouvriers vers des professions et des secteurs qui sont à court de main-d'œuvre : la construction, les services, la maintenance. Bien entendu, pratiquement aucun des bureaucrates moscovites qui ont perdu leur travail ne s'est retrouvé dans le secteur des services. Les salaires et les conditions de travail y sont très mauvais, et le prestige est très bas. Le transfert de main-d'œuvre excédentaire vers des régions où elle manque, autre solution souvent citée, suscite des problèmes similaires : les gens ne déménagent pas volontiers vers des régions où les conditions sociales, la nourriture, le logement, ou les gardes d'enfants sont plus pauvres que là où ils vivent actuellement. Les nouveaux immigrants en Sibirie, région où le manque de main-d'œuvre est aigu, ne trouvent que des cabanes au lieu de maisons pour les accueillir.

Le rapport au congrès de janvier du CCS concluait ainsi : "La situation qui est en train de se créer en ce qui concerne les ressources de main-d'œuvre serait grosse des plus sérieuses conséquences sociales, si nous la sous-estimons. Et dans ce cas, le temps joue contre nous" (21). Des lettres de travailleurs font écho à ces inquiétudes : "Il

10) *Trud*, 9 mai 1989.

11) Zaslavskii and Moskvina, p. 38.

12) *Rabotnitsa*, numéro 12, 1988, p. 16.

13) Zaslavskii and Moskvina, p. 42.

14) *Trud*, 20 janvier et 14 mai 1989.

15) *Trud*, 20 janvier 1989.

16) *Trud*, 14 mai 1989.

17) *Trud*, 20 janvier 1989.

18) *Trud*, 20 janvier et 14 mai 1989.

19) *Trud*, 20 janvier 1989.

20) Zaslavskii and Moskvina, p. 39 ; *Cobesednik*, numéro 5, 1989, p. 5.

21) *Trud*, 20 janvier 1989.

semble que des temps oubliés de longue date reviennent", écrit un moscovite (22). "Licenciements, vérité des prix — ces mots sonnent de plus en plus comme des signaux d'alarme, dans des lettres envoyées par les femmes", note Rabotnitsa (23).

En l'absence de garanties, la perte de la sécurité d'emploi se révèle très inquiétante, même si, comme on l'a noté, beaucoup de travailleurs ne ressentent pas encore directement cette menace. Ce n'est pas une question de compassion pour ceux qui ont été licenciés. Même ceux qui gardent leur emploi sont affectés matériellement : la "réforme du marché", la perte de la sécurité de l'emploi et le spectre du chômage structurel modifient nécessairement le rapport des forces dans l'entreprise, et fournissent à la direction des moyens nouveaux et puissants et des raisons pour la pousser à contrôler la main-d'œuvre et à intensifier son exploitation.

Ce sont peut-être les véritables raisons pour lesquelles les garanties promises ne sont pas concrétisées. La lenteur avec laquelle le gouvernement a bougé, dans ce domaine, suggère, pour le moins, que les intérêts des travailleurs ne sont pas la préoccupation majeure des réformateurs. Cette réforme par le haut reflète les préoccupations des forces sociales qui l'ont mise sur pied : la bureaucratie (surtout ses éléments les plus clairvoyants et dynamiques), une partie de l'intelligentsia et peut-être, sur le court terme, les ouvriers les plus qualifiés. La classe ouvrière n'est pas un protagoniste actif du processus de réformes, bien que le discours officiel entourant la réforme reflète les craintes du régime de voir les travailleurs devenir une force politique active.

### Licenciements en perspective

Les résultats finaux du processus de réforme dépendront du rapport de forces, au sein de la bureaucratie, et entre la bureaucratie et la classe ouvrière. Mais la logique de cette "réforme de marché" elle-même est claire : elle demande un véritable marché de la force de travail, c'est-à-dire que la gestion des entreprises doit posséder une souplesse permettant d'embaucher et de licencier, selon les besoins du marché. En même temps, dans la logique de la réforme, un certain taux de chômage est une bonne chose (s'il est possible d'y faire face politiquement), car cela fournit la motivation, négative — le "bâton" — pour augmenter la productivité du travail et la discipline. De plus, pour que le chômage puisse jouer ce rôle, les conditions de vie des membres de l'armée de réserve ne doivent pas être trop douces.

Même si, dans son discours, le régime rejette cette perspective, il faut admettre que, jusqu'ici, sa pratique est conforme à une telle logique. Le rapport à la conférence de janvier du CCS, est clair : "Combien de fois n'avons-nous

pas entendu et lu dans les documents officiels les mots justes, selon lesquelles il est impensable d'admettre 'même le plus infime taux de chômage', de permettre que quelqu'un soit jeté à la rue ? Mais y a-t-il des garanties réelles que rien de tel ne se produira ?"

### "Un peu de chômage"

Quelques membres de l'intelligentsia, contrairement aux porte-parole officiels, ont ouvertement appelé à un "peu de chômage", comme à un stimulant pour la productivité du travail. Shemelev, avocat bien connu d'une "réforme du marché" radicale, a ouvertement prôné "une petite armée de réserve de main d'œuvre", se hâtant d'ajouter, "que l'Etat, bien sûr, ne laisserait pas le problème aux caprices du destin". Et il l'explique par le besoin de trouver un moyen pour discipliner les travailleurs : "Ne fermons pas les yeux sur le dommage économique causé par notre certitude concernant la sécurité de l'emploi. Aujourd'hui, il semble que tout le monde comprenne que nous devons, en grande partie, notre manque de discipline, notre ivrognerie et le travail bâclé à une sécurité d'emploi trop grande... Une véritable menace de perdre son emploi n'est pas du tout une mauvaise médecine contre la paresse, l'ivrognerie et l'irresponsabilité" (24) (Gorbatchev a fait l'éloge de cet article, tout en se distanciant explicitement de ce passage précis).

La sociologue T. Zaslavskaya n'est qu'un peu moins brutale : "La mutation des entreprises vers le système d'auto-financement crée inévitablement, chez les gestionnaires, la tentation de déléter l'entreprise de la main-d'œuvre en surplus. La question est la suivante : quels travailleurs l'entreprise renverra-t-elle en premier ? Evidemment ce ne sera pas les meilleurs, mais les plus mauvais, les moins capables, comme ceux qui ont un problème d'alcoolisme où ceux dont la discipline n'est pas sans reproche."

Zaslavskaya, tout comme Shemelev, ajoute : "Nous devons trouver une solution pour être sûrs que ces gens retrouvent un travail" (25). Si de telles déclarations, qui datent de 1987, ont été, autrefois, considérées comme de véritables provocations, dernièrement, les sociologues ont semblé considérer comme évident que le chômage deviendrait un élément familier du paysage social (26).

L'expérience de la réforme de marché, en dehors de l'Union soviétique, confirme cette logique. Cette année, les Hongrois ont fait le plongeon final : après avoir évolué prudemment, mais fermement, au cours des années passées pour faire disparaître l'idée que la sécurité d'emploi était un droit, le régime a annoncé, en même temps que l'introduction de l'allocation de chômage, de grands changements économiques qui, selon des estimations raisonnables, éliminera de 50 000 à 100 000 emplois dans

les entreprises publiques qui ne sont pas rentables (27). En Yougoslavie, où le chômage existe à grande échelle, depuis longtemps, l'autogestion des entreprises a eu pour conséquence que ceux qui travaillaient déjà ont pu sauvegarder leur emploi. Mais aujourd'hui, suivant la même logique qu'en Hongrie, le régime en est arrivé à la seule conclusion logique pour lui : la crise économique yougoslave serait due à l'insuffisance de l'extension des mécanismes de marché. En conséquence, il se prépare à réduire l'autogestion pour établir un véritable marché de la main-d'œuvre. Comme le déclarait récemment le Premier ministre : "Il est nécessaire de déréglementer tous les secteurs qui n'ont pas besoin d'une régulation par l'Etat et qui ont à voir avec les marchandises, le capital et le travail. Je prévois des problèmes. Les tensions sociales peuvent servir de base pour rallier toutes les forces conservatrices... contre le nouveau système" (28).

### Les garanties sociales

L'aire de l'emploi n'est qu'une aire parmi d'autres, bien que centrale, parmi celles qui sont affectées par la réforme économique. Mais pour nous, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une réforme au profit de la bureaucratie (ce qui ne veut pas dire qu'une certaine fraction de la bureaucratie et quelques-unes de ses plus anciennes méthodes de domination ne devront pas être sacrifiées, d'où la résistance opposée par certains secteurs). C'est la réponse de la bureaucratie à la crise de "l'économie planifiée". Au contraire, toute réponse ouvrière mettrait la démocratie au centre du système économique, donnant à la solidarité sociale, fondée sur la prise démocratique des décisions et le souci de la justice sociale, un poids de plus en plus central dans les motivations des acteurs économiques. Exprimées par une poignée d'économistes marxistes, cette alternative ouvrière est apparue, dans le débat public, surtout sous la forme de critiques voilées de la réforme du régime (29).

Bien que ces idées soient toujours marginales et généralement déconsidérées comme étant utopistes, et sont perçues, par ailleurs, comme exprimant un point de vue purement administratif, elles cesseront, à coup sûr, de paraître telles, si la classe ouvrière se mobilise politiquement. Sur ces bases, il existe des éléments qui nous permettent de rester optimiste. (30). ■

11 Juin 1989

22) Pravda, 21 janvier 1989.

23) Rabotnitsa, numéro 12, 1988, p. 16.

24) Novi Mir, juin 1987, p. 149.

25) Soviet Economy, numéro 3, 1987, p. 315.

26) A. I. Kravchenko, "Zabastovki v SSSR : novaya sotsyalnaia realnost", dans *Sotsiologicheskie issledovaniya*, numéro 1, 1989, p. 30.

27) New York Times, 9 février 1989, A. 14.

28) Montreal Gazette, 17 mars 1989, F-4.

29) Voir par exemple, D. Mandel "La perestroïka et la classe ouvrière", dans *L'homme et la société*, numéro 2-3, 1988, pp. 134-37 et l'article de lu. Soukhotine dans *Interventions* (Montreal), été 1989.

30) D. Seppo "URSS : montée des luttes ouvrières" et D. Mandel, "Revolutionary Reforms...", op. cit.

**L**ES COMBATS avaient cessé le long de la ligne de démarcation entre les deux grands camps, pour être relayés par les explosions de voitures piégées, tout aussi meurtrières et effroyables, mais plus sournoises car imprévisibles et non revendiquées. D'autres guerres, internes à chacun des deux camps délimités territorialement, avaient profité de l'accalmie sur la ligne de front principale pour atteindre leur paroxysme : guerre entre fractions du camp maronite réactionnaire ; entre fractions musulmanes rivales ; entre fractions palestiniennes ; entre camps palestiniens et mouvement chiite ; entre fractions chiites ; entre forces alliées à Israël dans le sud du Liban et l'ensemble des forces anti-israéliennes ; etc. En somme, des batailles pour l'hégémonie au sein de chacun des deux grands camps, en attendant la reprise de la guerre entre eux deux pour l'hégémonie sur le pays tout entier.



**LIBAN**

## Le carnage continue

### Bataille pour l'hégémonie

Dans le camp maronite, une fraction "éclairée" de la milice fascisante des Forces libanaises (FL), la fraction Hobeika, désireuse de collaborer avec Damas et de pactiser avec le camp musulman, fut éliminée par la fraction liée à Israël et dirigée par Samir Geagea. Celle-ci élimina ensuite la fraction dominante du Parti phalangiste, fidèle au président de la République et fils du fondateur du Parti, Amine Gemayel, rival traditionnel des FL. Ce dernier, approchant de la fin de son mandat présidentiel (il avait été élu pour six ans, en 1982, par les parlementaires libanais réunis sous garde israélienne !), s'était vu lâché par l'armée "légale", réorganisée et entretenue par les Etats-Unis, qui avait pourtant elle-même affronté les FL à plusieurs reprises.

Dans le camp opposé, le mouvement Amal, soutenu par la Syrie, s'était acharné contre les camps palestiniens pour empêcher que les partisans d'Arafat ne s'y rétablissent et ne menacent ainsi l'hégémonie syrienne dans ces régions. Parallèlement, une action était entreprise pour juguler l'expansion du courant intégriste chiite, le Hezbollah, lié à l'Iran qui, bien qu'allié à la Syrie, n'en a pas moins des visées différentes de celles

**LA GUERRE DU LIBAN a connu ces six derniers mois — premier semestre de sa quinzième année ! — une nouvelle flambée de rage destructrice et meurtrière. De 1986 au début de 1989, la guerre traditionnelle, si l'on peut dire, la seule constante parmi les multiples guerres qui se sont imbriquées sur le sol libanais depuis 1975, c'est-à-dire celle qui oppose le camp chrétien réactionnaire aux zones majoritairement musulmanes, cette guerre-ci donc avait connu une relative accalmie.**

**Salah JABER**

de Damas. Enfin, sous le prétexte de rétablir un ordre fort malmené, il est vrai, par les batailles à répétition entre ses propres alliés, la Syrie avait de nouveau déployé ses troupes à Beyrouth-ouest et dans le reste des zones dont elles avaient été délogées par l'armée israélienne en 1982.

En 1988, l'hégémonie syrienne semblait bien installée dans les régions majoritairement musulmanes. Damas avait besoin de consolider ce succès par l'installation au sommet du pouvoir "légal" libanais d'un homme animé de bonnes intentions à son égard, un président qui ne remette pas en question la tutelle syrienne. L'occasion semblait propice : Washington, échaudé par ses déboires libanais, se montra prêt à collaborer avec Damas, pourvu que le régime syrien tienne en laisse les partisans de l'Iran au Liban et agisse pour la libéra-

tion des otages américains. Un accord fut conclu entre les deux capitales sur un candidat de compromis pour succéder à Gemayel, à la présidence.

### L'émergence de "Napolaoun"

Les FL de Geagea, donc Israël, en collusion avec l'armée "légale" commandée par le général Michel Aoun, firent capoter l'accord syro-américain. Arrivé au bout de son mandat sans successeur élu, Gemayel confia in extremis au général Aoun le soin de former un gouvernement intérimaire, dépositaire du pouvoir présidentiel durant sa vacance en vertu de la constitution libanaise. Cette désignation fut rejetée par le camp opposé, qui y vit une sorte de coup d'Etat de la dernière heure, d'autant plus que le général Aoun s'empressa de former un gouvernement composé de militaires, chrétiens de surcroît.

Le gouvernement déjà en place et présidé par Sélim Hoss, un musulman sunnite, conformément à la coutume institutionnelle libanaise, continua à exercer ses fonctions dans les régions contrôlées par la Syrie, avec le soutien de celle-ci. Pour la première fois depuis son indépendance en 1943, le Liban se retrouvait avec deux gouvernements opposés se réclamant tous deux de la "légalité".

Le statu quo se perpétua quelques mois, qui virent l'entrée en scène, ou plutôt le retour sur scène, de l'Irak, absent du conflit libanais entre 1980 et 1988, pour cause de guerre avec l'Iran. Se dégageant relativement bien de cette dernière guerre qui avait failli, un temps, le mettre à bas, le régime irakien s'était juré de faire payer à ses frères ennemis baassistes de Syrie leur soutien à l'Iran khomeiniste. Bagdad décida donc de prodiguer sans compter armes et munitions, finances et logistique, au camp chrétien libanais opposé à Damas.

Fort de cet appui, le général Aoun se croira en mesure d'étendre sa domination à l'ensemble du Liban, persuadé, en bon mégalomane, que la grande majorité des Libanais, y compris les musulmans, souhaiterait sa victoire. Dans un premier temps, il imposera son hégémonie dans son propre camp, en faisant

plier militairement les FL et en s'emparant du contrôle de ports qu'elles exploitaient en zone chrétienne. Puis, il décrètera le blocus maritime des ports en zone musulmane, décision tout à fait saugrenue qui ne pouvait que provoquer des affrontements, à commencer par les bombardements réciproques des ports et aéroports.

Le 14 mars enfin, le général mégalo-mane — surnommé malicieusement "Napolaoun" par le leader druze semi-féodal et chef du Parti progressiste socialiste, Walid Jounblatt — déclarera la guerre aux troupes syriennes et proclamera le début de la "guerre de libération du Liban". Il déclençait ainsi un nouveau cycle de violences dans la guerre libanaise, qui allait vite battre des records en intensité destructrice et en absurdité criminelle : pilonnages réciproques en obus de gros calibres, avec une densité inégalée.

Beyrouth tout entière ressemble de plus en plus aux villes rasées au cours de la Seconde Guerre mondiale ; ce qui n'était le cas jusque-là que des zones adjacentes à la ligne de démarcation entre les deux secteurs de la capitale. Qu'importe au candidat dictateur : n'a-t-il pas déclaré froidement à la presse, dans le plus pur style ubuesque, que Beyrouth ayant été détruite plusieurs fois au cours des siècles, pouvait l'être une fois de plus ! Puisqu'il en avait décidé ainsi, tapi dans son bunker au dernier sous-sol du palais présidentiel.

### Ingérences

Parallèlement, l'Irak agissait sur le plan arabe pour isoler la Syrie et compléter l'offensive déclenchée par Aoun sur le terrain, par une offensive diplomatique. Dans cette entreprise, l'alliée la plus zélée de Saddam Hussein sera la direction Arafat de l'OLP, qui n'avait déjà pas hésité à apporter son soutien à Amine Gemayel lui-même, lorsqu'il était président. La direction Arafat a, certes, de bonnes raisons d'en vouloir au régime syrien et à ses alliés, mais aurait-elle la mémoire assez courte pour oublier que l'autre camp a perpétré les pires massacres subis par les Palestiniens, y compris ceux de Sabra et Chatila ? Et quelle indécence de voir le conseiller attiré d'Arafat, Bassam Abou Charif, qualifier l'action syrienne au Liban de "crime du siècle", comme si l'armée israélienne s'était contentée d'une promenade touristique dans ce pays en 1982 !

Sur le plan international, alors que Washington même prenait ses distances envers ses propres alliés traditionnels au Liban, le gouvernement social-impérialiste français se lançait dans une sur-enchère interventionniste par rapport à ses partenaires occidentaux, mais non sans s'empêtrer dans de lourdes contradictions. Que le gouvernement français en fasse plus aujourd'hui pour la réaction chrétienne libanaise qu'il n'en a jamais fait auparavant, même sous Gis-

card d'Estaing, n'a bien sûr rien à voir avec les sympathies confessionnelles de François Mitterrand. L'impérialisme français tente seulement de renforcer sa réputation d'efficacité, en profitant de l'isolement relatif de la Syrie. Il le fait d'autant plus volontiers que c'est de concert avec son partenaire arabe privilégié, la dictature irakienne.

### La riposte syrienne

Publiquement désavoué par la commission tripartite — Algérie, Arabie saoudite et Maroc — formée par le dernier sommet des chefs d'Etat arabes, le régime syrien réagira en décidant, pour la première fois depuis dix ans, de donner le feu vert à ses alliés libanais pour tenter de percer la ligne de démarcation traditionnelle entre les deux grands camps du pays. Une offensive de grande envergure sera déclenchée à cette fin, à partir du 13 août, sans succès notoire jusqu'à présent.

L'objectif de Damas n'est certes pas d'envahir l'ensemble du "réduit chrétien", entreprise qui se heurterait de toute façon au double veto d'Israël et des Etats-Unis. Il s'agit seulement pour la dictature syrienne de réaliser sur le terrain, par alliés libanais et palestiniens interposés (de sorte à respecter l'interdiction qui lui est faite d'envoyer ses propres troupes au delà de la "ligne verte"), une percée militaire suffisamment impressionnante pour briser le moral du camp adverse et l'amener à se débarrasser du général "libérateur". Il s'agit, en somme, pour Damas de forcer la démission de Michel Aoun.

La première offensive orchestrée par la Syrie ayant marqué le pas, tandis que l'Irak et la France augmentaient leurs menaces militaires et intensifiaient leur action diplomatique, Moscou, dont Damas est l'obligé, a finalement décidé d'intervenir pour calmer le jeu, fidèle en cela à la ligne de "réconciliation" universelle prônée par Gorbatchev. L'URSS qui se trouve être, en même temps, principale pourvoyeuse d'armes de l'Irak et en bons termes avec l'Iran, jouit ainsi d'une position tout à fait unique pour élaborer une nouvelle formule de compromis permettant de sortir la situation libanaise de l'impasse.

Quelle que soit cependant l'issue des

tractations en cours, elle ne saurait aller, dans le meilleur des cas, au delà d'une nouvelle pause plus ou moins prolongée dans le conflit libanais. Et encore, il ne s'agirait que d'une pause dans la guerre entre les deux grands camps, permettant aux multiples autres conflits de cette extraordinaire maison de fous furieux qu'est devenu depuis longtemps le Liban, de prendre toute leur ampleur.

Le Liban, en effet, est aujourd'hui dominé par une myriade de milices, ennemies ou rivales, et armées jusqu'aux dents. Elles sont les instruments des guerres que se livrent sur son sol, par procuration voire parfois et en partie directement, plusieurs Etats : pêle-mêle, les Etats-Unis, l'URSS, Israël, la Syrie, l'Irak, l'Iran et bien d'autres à moindre titre. Par surcroît, les différentes milices ont leurs propres intérêts, notamment ceux qu'elles dérivent de la situation de guerre elle-même à l'image des bandes armées du moyen âge. A supposer un instant que les ingérences extérieures dans la situation libanaise puissent cesser, aucune des milices en présence n'est en mesure de réduire les autres. Il faudrait d'ailleurs pour cela un effroyable carnage.

### Carnage permanent

La seule issue concevable pour résoudre l'inférieur imbroglio libanais consisterait dans une réintégration de l'Etat libanais dans l'ensemble syrien auquel il appartient culturellement et dont il faisait partie avant que le colonialisme français ne l'en détache en 1920. Cette solution passe par le renversement de la dictature militaro-bureaucratique au pouvoir en Syrie, dont l'intérêt réside dans l'hégémonie sur un Liban "indépendant", source de toutes sortes de profits juteux (y compris ceux qui proviennent de la culture du haschisch) que les caciques de Damas ne pourraient réaliser dans le cadre de leur propre Etat (1). En attendant, il est à craindre que l'escalade meurtrière ne se poursuive indéfiniment, dans un pays solidement établi aujourd'hui dans la liste des zones de carnage permanent de la planète. ■

1er septembre 1989

1) Voir Inprecor numéro 286 du 17 avril 1989.



# Ville Congrès de la LCR

**LE HUITIEME CONGRÈS de la Liga comunista revolucionaria (LCR), section de la IVe internationale dans l'Etat espagnol, s'est tenu les 19-20-21 mai dernier, à Santander. Plus de deux cents délégué(e)s des quatre coins de l'Etat espagnol y étaient réunis, dont presque la moitié était des femmes et dont 20 % avait moins de 23 ans. De nombreux invités d'autres sections de la IVe internationale, d'organisations comme le Mouvement communiste (MC), Herri Batasuna (HB), et les représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) du Salvador étaient présents et ont apporté un salut aux congressistes. Réuni tous les quatre ans, le congrès de la LCR avait, cette année, quatre points majeurs à l'ordre jour : les relations avec le MC, la question nationale (1), le féminisme et la lutte de libération des femmes, la situation politique et les tâches. Nous reproduisons, ci-dessous, la résolution adoptée par le congrès sur la situation politique actuelle, quelques mois après le succès de la grève générale du 14 décembre (voir *Inprecor* numéro 279 du 9 janvier 1989).**

## DOCUMENT

**1.** LA GRÈVE GÉNÉRALE du 14 décembre 1988 a marqué la réapparition de la classe ouvrière sur la scène politique, comme centre d'un grand mouvement populaire qui a obtenu la première défaite politique du gouvernement socialiste depuis son arrivée au pouvoir, en 1982. (...)

Le 14 décembre, un refus massif de la politique du gouvernement s'est exprimé par des méthodes d'actions radicales, mais avec des revendications économiques et sociales relativement modestes. Les organisations syndicales, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT) en ont été la direction indiscutée et, grâce à cela, ont retrouvé une autorité parmi les travailleurs. Mais elles maintiennent une orientation à caractère profondément réformiste et leurs actes après la grève générale ont démontré qu'elles n'avaient pas la volonté de poursuivre la bataille contre le gouvernement sur le terrain de l'action de masse. Pendant que le triomphe du 14 décembre renforçait la confiance de la classe ouvrière en elle-même et créait des illusions sur la satisfaction immédiate de ses revendications par le gouvernement,

la situation de passivité organisée par la suite par les directions syndicales (alors que l'on n'avait pas obtenu satisfaction pour la moindre revendication), a frustré les espoirs existants, créant ainsi le grave risque que ne soit dilapidé le capital politique du 14 décembre.

Mais les contradictions de cette situation ne doivent pas être considérées comme une donnée définitive. Bien que le 14 décembre n'ait pas modifié les relations de forces fondamentales, il a néanmoins modifié le contour politique établi après la victoire du gouvernement socialiste lors du référendum anti-OTAN et des élections générales de 1986. (...)

## Les discussions d'Alger

**2-** Les résultats, attitudes et effets politiques développés autour des négociations d'Alger entre le gouvernement et l'organisation nationaliste basque ETA (Patrie basque et libre) vont bien au delà d'une négociation sur le thème de la violence et touchent le fait même de l'oppression nationale, ainsi que l'équilibre des forces du système et de l'actuel régime politique (voir *Inprecor* numéro 261 du 14 mars 1988). C'est précisément pour cela qu'ils constituent un thème d'une indéniable importance pour l'Euzkadi et pour l'ensemble de l'Etat espagnol.

Les discussions d'Alger ont été une inégalable légitimation, de la part du gouvernement et avec l'acquiescement de tous les partis politiques, du caractère politique de la lutte de l'ETA. Pendant que se tenaient ces négociations, la majorité des partis ont dû taire leurs traditionnelles affirmations sur la nature et le caractère de la lutte de l'ETA et de ses revendications.

Objectivement, si le gouvernement a accepté de négocier avec l'ETA, il l'a fait avec la prétention de désactiver la résistance radicale basque, cherchant par tous les moyens d'enfermer l'ETA dans une voie sans issue. Pour cela, il n'a pas laissé passer l'opportunité de monter un mouvement de pression civile anti-ETA, grâce à la constitution du fameux "Bloc démocratique" (2) dont la fonction n'est autre que de donner une couverture au refus à l'autodétermination du peuple basque, au nom des voies et des institutions issues du régime des Autonomies.

## Manœuvres

La manifestation du 18 mars (voir *Inprecor* numéro 286 du 17 avril 1989) est, dans ce sens, un important soutien pour les forces du système et pour les plans du gouvernement qui a pu obtenir, dans la rue, l'appui nécessaire à la réalisation de ses projets institutionnels.

La caution apportée à cela par les directions syndicales, est doublement lamentable, dans la mesure où elles ont appuyé et aidé ceux qui ont combattu le 14 décembre ; en même temps, elles ont manifesté une fois de plus leur traditionnelle incompréhension et opposition aux justes aspirations de souveraineté du peuple basque.

Finalement, le gouvernement, avec l'incalculable concours des moyens de désinformation, a déformé ce qui s'est réellement passé à Alger, s'arrogeant un talent démocratique qui lui fait totalement défaut, occultant les causes de la violence existante, et les raisons qui poussent ETA à prendre les armes pour en finir avec une situation d'exploitation et d'oppression manifestes. Sans ces causes réelles, on ne comprendrait pas, du reste, les mobilisations de l'Aberri Eguna (jour de la Patrie, fête nationale du Pays basque) contre les agressions fascistes qui accablent la jeunesse basque, où des milliers de personnes ont manifesté, démontrant la force et la volonté de ceux qui ne baissent pas la tête face au régime.

En résumé, la rupture des conversations d'Alger, les différentes mobilisations de ces derniers mois et la reprise des activités militaires de l'ETA, démontrent la polarisation qui existe au sein de

(1) La résolution du Congrès sur la question nationale sera publiée dans le prochain numéro de la revue *Quatrième internationale*.

(2) Pacte signé par toutes les forces ayant des représentants au Parlement d'Euzkadi à l'exception de Herri Batasuna (HB), qui refuse de participer aux séances pour protester contre le statut d'Autonomie. Ce pacte prétendument "anti-terroriste", signé en 1988, n'est en réalité qu'un pacte anti-ETA et anti-HB (voir dans *Inprecor* numéro 286 du 17 avril 1989).

la société basque et laissent présager la continuité du conflit, dans des termes y compris plus durs, dont l'unique solution passe par la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple basque.

**3-** L'approfondissement de la crise, qui a éclaté depuis quelques années, dans les relations entre le gouvernement et l'UGT est la donnée politique importante du 14 décembre, et constitue la base des débats et différenciations qui se sont ouverts à l'intérieur du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) sur le projet stratégique socialiste et sur la politique actuelle du gouvernement, particulièrement sur le terrain économique et social. Les résultats des prochaines élections auront une influence déterminante dans le développement de cette crise. Un bon résultat du PSOE, alors que les problèmes de fond persistent, serait une base très importante pour le Premier ministre Felipe Gonzalez. Au contraire, un mauvais résultat électoral, compte tenu des problèmes qui s'en suivraient pour la formation d'un nouveau gouvernement, aggraverait les contradictions internes. (...)

Le débat à l'intérieur du PSOE a lieu entre les partisans d'un affrontement radical avec l'actuelle direction de l'UGT, au nom d'un syndicalisme dépouillé de toute référence de classe, même celle de caractère réformiste, et les partisans d'un compromis avec Redondo, le principal dirigeant de l'UGT. La direction de l'UGT paraît s'orienter à moyen terme vers la recherche d'un réalignement des forces à l'intérieur de la direction du parti, qui lui permette de récupérer son influence perdue. Une situation comme celle-là conduira probablement à une succession de compromis et de conflits dans un contexte général de crise ; il est peu probable que les relations qui se sont construites entre le PSOE et l'UGT, sur la base de la victoire électorale de 1982, puissent être rétablies.

### Le poids des directions syndicales

**4-** L'appel unitaire des CCOO et de l'UGT à la grève générale et le succès obtenu, ont créé une situation dans laquelle l'un et l'autre syndicats apparaissent comme la principale force d'opposition au gouvernement. Leurs directions ont renforcé leur autorité parmi les travailleurs et bénéficient même d'une plus grande considération dans les autres mouvements sociaux.

Pour les directions des CCOO et de l'UGT, maintenir une orientation d'opposition unitaire face au gouvernement constitue un objectif fondamental. La base de cet accord est la plate-forme de revendications générales du 14 décembre et le refus du type de concertation sociale proposé par le gouvernement, qui se traduit dans un pacte d'ensemble sur la politique économique.

Mais cette nouvelle orientation ne signifie pas qu'elles ont abandonné leur



stratégie réformiste, avec toutes les conséquences politiques et organisationnelles. L'une et l'autre ont démontré maintes fois leur manque de respect des résultats du référendum dans lequel s'est exprimée la volonté des travailleurs ; l'une et l'autre maintiennent des méthodes de fonctionnement qui ne respectent pas la nécessaire participation de la base et la démocratie interne. Par exemple, en appuyant la dissolution de la section syndicale de Seat-Martorell et l'expulsion de ses dirigeants, la direction des CCOO a donné un exemple de sa volonté de sacrifier les intérêts de son syndicat et les règles démocratiques qu'il proclame, au bénéfice de son contrôle bureaucratique.

D'autre part, dans les négociations collectives, il n'y a pas eu de changements positifs substantiels par rapport à la pratique traditionnelle. Et, enfin, dans l'opposition des CCOO et de l'UGT au gouvernement, il faut considérer que le refus de l'offre de concertation pourrait se modifier, totalement ou partiellement, si se produisait un changement d'attitude du gouvernement ou de la situation politique, en dépit du fait que toute politique de concertation donnerait maintenant des résultats aussi négatifs que dans le passé pour les travailleurs et les travailleuses.

Bien qu'aujourd'hui, ils apparaissent pour de nombreux secteurs de la population comme l'opposition fondamentale au gouvernement, il faut signaler que les CCOO et l'UGT auront beaucoup de difficultés pour continuer à incarner, à moyen terme, l'autorité du 14 décembre. Leurs alternatives économiques sont des réformes, en général modestes, orientées vers une distribution moins scandaleusement inégale des bénéfices de la reprise conjoncturelle présente. Quand ils posent des objectifs plus ambitieux, comme la réduction de la journée de travail, leurs positions sont inconséquentes et surtout, ils ne cherchent pas à créer les conditions de mobilisation dans lesquelles la lutte pour

ces objectifs aurait un sens. En réalité, le problème de fond est que le maximum de "politique sociale" qu'un gouvernement peut se permettre d'appliquer, dans les conditions de la crise économique actuelle, ne serait pas de nature à satisfaire les revendications de base des travailleurs.

Par ailleurs, et surtout, le manque de continuité dans les mobilisations après le 14 décembre, dont elles sont directement responsables, démontre l'inconséquence de ces directions syndicales, même lorsqu'elles contrôlent le mouvement et en dépit du fait que cette passivité affaiblit leur propre position dans la négociation.

Poursuivre le chemin ouvert par le 14 décembre exigerait de poser, dans leur ensemble, les objectifs qui se sont exprimés lors de la grève générale et d'organiser un plan de lutte prolongée autour d'eux. Cela implique de nouveau l'objectif de la grève générale et l'établissement des relations de solidarité, de convergence et de collaboration avec les autres mouvements sociaux qui, d'une manière ou d'une autre, furent partie prenante de la grande journée de décembre et demeurent indispensables pour s'opposer efficacement au gouvernement. C'est précisément l'orientation du manifeste des 2 001 syndicalistes des CCOO, une grande initiative de la gauche syndicale, à la veille du 1er Mai. Là s'est exprimée la force et la volonté de lutte conséquente avec les leçons et les possibilités ouvertes par la grève générale (3).

### La droite reprend l'initiative

**5-** Dans un contexte pré-électoral, et dans les conditions créées, d'une part, par l'affaiblissement politique du gouvernement, et d'autre part par le retrait des directions syndicales de la voie des mobilisations de masses que marquait le 14 décembre, la droite a pu récupérer une certaine initiative politique.

La réorganisation du Parti populaire (PP) sous l'autorité de son dirigeant historique Manuel Fraga, a freiné la désagrégation de la droite centraliste, commencée lors des élections de 1986 et aggravée sous la direction de Hernandez Mancha. Une majorité interne stable et l'incorporation de quelques figures pour "recentrer" l'image du parti peuvent permettre une récupération électorale, qui se heurtera probablement au vieux problème du "plafond" de la droite centraliste. Les problèmes constitués par le fameux "plafond" sont effectivement présents : le refus populaire des figures compromises avec la dictature et l'existence de forts partis nationalistes bourgeois en Catalogne et en Euskadi.

Mais si le PP n'a pas de crédibilité pour être à la tête d'une alternative de droite face au PSOE, avec des chances de succès, il apparaît comme une force indispensable pour construire cette alter-

34) Sur la situation dans les syndicats, voir également dans *Inprecor* numéro 282 du 20 février 1989.

native. Ceci est un fait politique important dans une situation marquée par la possibilité que le PSOE perde la majorité absolue.

La politique d'alliance que décident de réaliser les deux forces électoralement les plus importantes du "centre", le Centre démocratique et social (CDS) et Convergence et union (CiU), prend ainsi un poids considérable. En dépit du nouveau type de relations qui se sont établies entre le PP et le CDS, dont les effets politiques et la stabilité restent à voir, on ne peut encore savoir si les forces du "centre" s'orienteront vers une forme de collaboration avec le PSOE ou s'il s'agit d'organiser une alternative, en vue des prochaines élections générales. Ce que nous pouvons affirmer avec les données actuelles, c'est que la présence de forces du "centre" serait fondamentale pour la constitution d'une alternative de droite au PSOE avec une crédibilité suffisante et des appuis sociaux.

### La situation du PC

**6-** La Gauche Unie (IU-Izquierda Unida) a comme objectif principal de capitaliser électoralement le 14 décembre, dont elle prétend être l'expression politique. Cette prétention ne correspond ni à sa composition, ni à son programme, ni à sa pratique. Effectivement, en dépit de la rénovation de sa direction, IU maintient fondamentalement sa composition traditionnelle. Le fait nouveau le plus significatif sur ce terrain est l'unification du Parti communiste espagnol (PCE) et du Parti communiste du peuple d'Espagne (PCPE) qui, sous l'autorité de son chef, Julio Anguita, renforce et rend plus évident encore le caractère de IU comme plate-forme électorale du PCE.

IU maintient aussi fondamentalement son programme de fondation et sa tactique traditionnelle de ces dernières années. En dépit d'un discours qui s'est radicalisé sur les questions plus générales, en affirmant, par exemple, représenter "une alternative non seulement de gouvernement, mais aussi de société et d'Etat", en réalité, sa ligne politique se base sur un respect sacrée de la Constitution dans tout ses aspects, en proposant des réformes institutionnelles destinées à développer son supposé contenu "progressiste". Sa proposition politique la plus concrète est de reproduire l'idée du "changement" qu'incarnait le PSOE en 1982, alors qu'un tel projet, surtout porté par IU, manque de toute crédibilité.

Un courant comme IU peut progresser sur le plan électoral, même si c'est surtout dû au fait que son score électoral de départ est très faibles (le score du PCE est un des plus bas des partis communistes d'Europe occidentale). Mais, même dans l'hypothèse la plus favorable, ce

progrès ne sera pas comparable à la force de masse qu'a représenté la grève générale. Et de plus, IU-PCE ne pourrait aboutir à un renforcement substantiel de son poids politique que sur des bases militantes, qui représenteraient réellement de forts mouvements de masse sous son contrôle.

Mais c'est justement sur ce plan où IU, c'est à dire le PCE qui apporte dans le travail militant la quasi totalité de ses forces, va rencontrer les plus grandes difficultés. Effectivement son point de départ est très limité : il a une faible présence dans les mobilisations de jeunes, qui tend à être pratiquement nulle dans le mouvement des insoumis ; dans le cadre de son attitude réformiste traditionnelle, il cherche à gagner des positions dans les mouvements féministe, pacifiste et écologiste, mais il se heurte à une présence considérable — quoique inégale suivant les cas — des courants révolutionnaires, et aux structures de ces mouvements, qui ont une autorité bien assurée et de réelles traditions de travail ; il maintient également une hostilité face à la résistance nationale basque, etc.

Sa base fondamentale est dans les CCOO, mais même ici, les conditions créées par le 14 décembre ont produit une autonomie plus grande du syndicat, non pas sur le plan stratégique, mais sur les questions de politique concrète. C'est une source potentielle de conflits dont le développement devra être suivi avec attention. D'autre part, l'influence des CCOO dans le mouvement ouvrier ne se traduit pas dans une capacité d'orienter le vote des travailleurs.

On peut conclure que la bataille d'IU pour capitaliser politiquement le 14 décembre et apparaître comme la référence de gauche face au PSOE dans la nouvelle conjoncture, vient à peine de commencer et, d'une certaine manière, est d'ores et déjà gagnée. Lors des prochaines élections, il ne fait pas de doute qu'IU apparaîtra, à l'échelle de l'Etat, comme l'unique force significative à la

gauche du PSOE. Pourtant, il n'est pas certain que les résultats électoraux pourront impulser un renforcement soutenu d'IU. Par ailleurs, ce qui est le plus important, dans les initiatives de lutte et, en général, dans le travail à l'intérieur des mouvements, IU devra faire face à une gauche révolutionnaire qui a démontré sa capacité de lui disputer le terrain. Il faut considérer aussi le rôle que peuvent jouer le Parti communiste catalan (PCC) et les secteurs militants comme le PCPE, et qui, dans certains occasions, maintiennent une pratique contradictoire proche de celle de la gauche révolutionnaire.

### Éléments nouveaux

**7-** Des éléments importants nouveaux par rapport à la période antérieure, caractérisent la situation actuelle, mais avec beaucoup d'inconnus quant à leur développement. A moyen terme, l'évolution de la situation sera soumise principalement à l'influence de trois facteurs :

— l'action du gouvernement qui tente d'affaiblir le mouvement qui s'est exprimé le 14 décembre, de se remettre des dégâts politique qu'il a subi et de créer les conditions pour maintenir sa majorité absolue aux prochaines élections générales ;

— une pression électorale, renforcée par la possibilité que le PSOE perde la majorité absolue, dans laquelle il faut distinguer deux aspects : d'une part, l'attitude des forces politiques, de la droite à IU, sera déterminée par l'objectif de capitaliser électoralement l'affaiblissement de gouvernement ; d'autre part, le désir croissant dans la population, spécialement à l'intérieur du mouvement ouvrier, de sanctionner électoralement le gouvernement ;

— la possibilité d'un développement des mobilisations et des luttes, en profitant de l'affaiblissement du gouvernement et de l'expérience de la grève générale.

Les relations et les conflits entre ces trois facteurs seront probablement décisifs pour le développement des événements. Il sera particulièrement important de voir comment se combineront, dans la conscience et l'action populaire, le désir de donner un vote de sanction au gouvernement et la volonté de lutter. (...)

Dans l'actualité, les relations de forces fondamentales qui ont caractérisé la situation pendant ces dernières années, ne se sont pas modifiées. La tâche fondamentale est de continuer, dans la nouvelle conjoncture, la recomposition des mouvements sociaux et l'accumulation des forces révolutionnaires. ■

**Combate**  
21 mai 1989



# La Cour suprême contre les femmes

**COMME ON POUVAIT le prévoir, dans une décision annoncée le 3 juillet dernier, la Cour suprême des Etats-Unis, par cinq voix contre quatre, a remis en question la sauvegarde et la légalité du droit à l'avortement, tel qu'il a été établi en 1973 (voir *Inprecor*, numéro 287 du 1er mai 1989). Reprenant et développant les mesures provisoires de la loi du Missouri sur cette question, la Cour suprême a invité les différents Etats à limiter la possibilité des femmes à exercer ce droit. De plus, à travers trois nouveaux cas qui seront jugés cet automne, le droit à l'avortement risque même d'être totalement supprimé aux Etats-Unis.**

**Teresa MARTINEZ**

**D**ESORMAIS, les Etats peuvent interdire l'usage des structures publiques pour effectuer des avortements qui ne seront pas jugés strictement nécessaires pour sauver la vie de la femme. A travers cette interdiction d'accès aux fonds publics, l'avortement légal cesse d'être un choix libre pour toutes les jeunes filles et les femmes pauvres qui sont contraintes d'avoir recours aux services publics. Cela pourrait également créer des problèmes aux femmes qui ont les moyens de s'adresser aux cliniques privées, car aux Etats-Unis, la distinction entre services publics et privés est pratiquement inexistante. La plupart des hôpitaux et des cliniques "privés" reçoivent en effet des subventions publiques qui les font rentrer dans le cadre de cette loi.

## "Viabilité du fœtus"

Une autre mesure qui a été imposée, donne la possibilité aux pouvoirs publics de vérifier, grâce à des médecins, la viabilité du fœtus après la 19e semaine de grossesse. C'est la disposition la plus menaçante et symboliquement la plus significative de cette loi. La Cour suprême ne précise pas l'attitude à adopter au cas où le fœtus s'avère viable, mais il existe un large consensus sur le principe qu'il faudrait obliger la femme à poursuivre alors sa grossesse. La communauté scientifique a établi que le seuil de viabilité est de 24 semaines. Avec la nouvelle législation, la Cour a renversé le prétendu "équilibre" entre les droits de la femme et ceux du fœtus, qui avait été fixé

par l'ancienne loi de 1973. Le manque de dispositions précises à ce sujet crée un vide légal qui menace d'attribuer à l'Etat le pouvoir de contrôler le corps de la femme dès la fécondation des ovaires.

Les tests employés pour vérifier la viabilité du fœtus, qui sont fondamentalement inutiles jusqu'à la 28e semaine de grossesse, sont souvent dangereux, très chers et risquent de reporter l'avortement aux semaines les plus critiques. Aux Etats-Unis, moins de 1% des avortements sont effectués après la 20e semaine, ce qui fait que ces restrictions légales n'auront qu'une très faible application pratique. Cependant, il s'agit d'une mesure qui a des effets psychologiques considérables dans le sens d'encourager les législateurs conservateurs à introduire de nouvelles restrictions et de décourager les médecins à pratiquer l'avortement.

Trois cas majeurs concernant l'avortement seront jugés par la Cour suprême cet automne. Le premier, en Illinois, prévoit d'obliger les hôpitaux à se doter d'équipements très sophistiqués et

coûteux qui, en réalité, ne sont pas nécessaires afin d'effectuer l'avortement. Bien entendu, cela aurait pour conséquence de contraindre plusieurs cliniques à ne plus pratiquer aucun avortement. Les deux autres cas, au Minnesota et dans le Ohio, concernent l'accord des parents. Ces Etats proposent que la disposition actuelle qui permet à la femme de décider d'avorter même sans l'accord de ses parents, soit déclarée anti-constitutionnelle. La Cour suprême se prononcera probablement en faveur de ces restrictions.

Dans ce contexte, tant les organisations pour le libre choix de la femme que celles anti-avortement se préparent à mener une dure bataille (les premières en exerçant une forte pression sur les élus pour qu'ils s'opposent aux changements de la loi, les autres pour étendre les dispositions restrictives à la plupart des Etats).

## Lutter pour le libre choix

Les groupes pour le droit à l'avortement, notamment l'Organisation nationale pour les femmes (*NOW*) et la *Ligue nationale d'action pour le droit à l'avortement (NARAL)*, sont en train de s'organiser pour traduire, sur le plan électoral, la mobilisation de l'opinion publique, en avril dernier, en défense du droit à l'avortement (600 000 femmes étaient alors descendues dans la rue). Il ne s'agit pas d'une tactique très efficace, puisqu'aux Etats-Unis, le droit de vote n'est exercé que par un quart de ceux qui le possèdent. Beaucoup de ceux et celles qui se sont mobilisés en avril dernier n'iront vraisemblablement pas voter. Le soutien de ces couches, ainsi que des Noirs et des pauvres des grandes villes, sera perdu si la lutte pour la liberté d'avortement ne dépasse pas le terrain législatif.

Les organisations anti-avortement ont juré, quant à eux, de poursuivre leur action de boycottage des cliniques pratiquant l'avortement, tandis que les autres se sont mobilisées pour les défendre. Une petite association de cliniques a entamé la diffusion de brochures et d'un vidéo expliquant aux femmes comment pratiquer elle-mêmes l'avortement.

La décision de la Cour suprême risque d'avoir également des répercussions internationales. Bien entendu, elle ne peut qu'encourager toutes les forces anti-avortement agissantes en Europe sous l'hégémonie de l'Eglise catholique. Dans les pays où l'avortement n'est pas légal, la lutte pour imposer les droits des femmes deviendra encore plus difficile. Dans les pays sous-développés, les femmes sont frappées non seulement psychologiquement mais aussi matériellement, à cause de la très faible contribution financière des Etats-Unis aux organisations internationales de planification familiale. ■



16 juillet 1989

# La catastrophe imminente...

**LE PEROU CONNAÎT l'une des plus profondes crises de son histoire. La situation économique est catastrophique avec un taux d'inflation qui atteint aujourd'hui 5 000% [pour l'année 1989] ; une dévaluation radicale de l'inti (1 dollar valait 33 intis en septembre 1988 et 2 025 début mai 1989 !) ; une chute du Produit intérieur brut (PIB) de 25% dans le premier trimestre de l'année ; et une dette extérieure qui s'élève à 6 milliards de dollars (le gouvernement péruvien n'a pas été en mesure de payer l'échéance de février du service de la dette). La faillite du gouvernement de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) du Président Alan Garcia précipite également la crise politique, à quelques mois de l'élection présidentielle d'avril 1990 et à la veille des élections municipales de novembre prochain. La répression, qui a déjà fait plus de 14 000 morts en 9 ans, a connu une importante escalade dans le premier trimestre de cette année, où 1 595 personnes ont été assassinées. Par ailleurs, la contestation sociale s'étend, notamment avec les actions des médecins et des paysans cet été, ainsi que la grève générale dans les mines, le 17 août. InprecOR a rencontré Hugo Blanco, dirigeant de la Confédération paysanne péruvienne (CCP) et membre du Parti d'unité mariatéguiste (PUM), qui était en tournée en Europe, au lendemain de sa libération (1).**

## **INPRECOR : Le gouvernement d'Alan Garcia est-il encore crédible ?**

**Hugo BLANCO :** La crise économique atteint des proportions fantastiques. C'est la plus grave de l'histoire du Pérou. Lorsqu'il a accédé au pouvoir Alan Garcia a limité le poids du Fonds monétaire international (FMI), contrairement au gouvernement précédent qui était complètement sous son contrôle. Le gouvernement a poussé à la nationalisation des banques afin d'obliger les capitalistes péruviens à investir dans le pays lui-même, mais la droite, l'extrême droite et l'aile droite de l'APRA ne l'ont pas permis. Au vu de cet échec, à partir de septembre 1988, il a dû se plier au diktat du FMI et cela a conduit le Pérou à une crise économique terrible.

## **■ Qu'en est-il de la répression ?**

— On a, à l'étranger, une image complètement faussée du régime. Il est présenté comme un gouvernement démocratique en butte aux attaques d'une guérilla terroriste. C'est de la pure propagande utilisée par l'impérialisme et le gouvernement péruvien. Tous les morts

sont mis sur le compte du Sentier lumineux (2) ou sont considérés comme des actes de légitime défense de la part d'un régime démocratique. Il y a quelques jours, j'ai lu dans *Le Monde* que deux députés avaient été tués au Pérou, et qu'on pensait que c'est Sentier lumineux qui les avait tués. Pourtant, ce double meurtre a été commis par une aile du gouvernement : il s'agit du commando Rodrigo Franco, dirigée par Augustin Mantilla, actuel ministre de l'Intérieur. Celui-ci a une histoire absolument sordide. Il est entré au gouvernement comme vice-secrétaire à l'Intérieur. En fait, il était l'éminence grise de l'ancien ministre de l'Intérieur. C'est également lui qui avait ordonné le massacre des prisonniers politiques de la prison d'El Fronton (3). Il était habillé en *ranger* et a tué lui-même au moins cinq prisonniers. Par la suite, il est devenu ministre de l'Exécutif. En cette qualité il contrôlait ce qu'on appelle les Commissions de développement, des organismes locaux servant de couverture aux livraisons d'armes pour les paramilitaires et à leur entraînement. Il a été désigné comme ministre de l'Intérieur lors du dernier remaniement ministériel du 16 avril.

## **■ L'APRA connaît-elle des divisions intérieures ?**

— Non. Certes, plusieurs courants démocratiques sont présents dans l'APRA. Mais ils ne comptent pas. Ce qui importe ce sont les décisions prises par le régime lui-même. Le Premier ministre, Luis Alberto Sanchez, est un conservateur.

Ce qu'on cache au monde c'est l'existence, au Pérou, du mouvement de masse indépendant le mieux organisé d'Amérique latine, à l'exception de Cuba et du Nicaragua. Je ne parle pas du Mexique, où le mouvement de masse est plus important, mais dirigé par le gouvernement.

## **L'assemblée populaire**

Les paysans sont organisés, de même que les habitants des bidonvilles, le peuple des régions négligées de la périphérie qui combattent le centralisme, les employés de la fonction publique, les étudiants, et même la police. Toutes ces organisations sont regroupées dans l'Assemblée populaire. Il est vrai que l'Assemblée nationale populaire n'a pas encore la force que nous voudrions tous qu'elle ait. Mais son existence même démontre que des développements importants se produisent. Même la police ne se contente pas seulement d'exiger des hausses de salaires, mais revendique également l'élection des officiers, et le droit de désobéir aux ordres s'ils contreviennent aux Droits de l'homme. En raison du haut niveau de conscience dans la police en général, des unités spéciales sont formées pour assurer la répression. Elles sont entraînées par les Israéliens, car ces derniers ont l'habitude des terrains désertiques, et au Pérou il y a des grandes régions désertiques. Elles sont aussi entraînées par des Sudafricains, car il y a aussi de la jungle au Pérou. Et elles sont également entraînées par les Yankees. Ces unités répressives spéciales s'entraînent en tuant des chiens : ils coupent la tête des chiens, puis se couvrent le visage de leur sang et mettent leurs intestins autour de leur cou. C'est ce genre de troupe qui a été utilisé à Ayacucho et plus récemment à Pucallpa où elles ont perpétré des massacres. Après avoir ouvert le feu, quand les gens sont tombés, ils les ont achevés à la baïonnette, et se

1) Le 9 février dernier, à Pucallpa, la police a attaqué une réunion des paysans organisée par la Confédération paysanne péruvienne (CCP), faisant 10 morts et 26 blessés graves. 400 personnes ont été arrêtées, dont Hugo Blanco lui-même qui n'a été libéré le 21 février, que grâce à une campagne de solidarité internationale et au Pérou même (Voir *InprecOR* numéro 284 du 20 mars 1989).

2) Sentier lumineux, apparu en 1980 dans la province andine d'Ayacucho, ce mouvement de guérilla d'origine maoïste s'est rapidement développé et étendu au reste du Pérou. Sur les origines et l'évolution de ce mouvement voir *InprecOR* numéro 144 du 28 février 1983 et numéro 229 du 3 novembre 1986.

3) Les 18 et 19 juin 1986, pendant que se déroulait à Lima le congrès de l'Internationale socialiste (dont est membre l'APRA), la révolte des prisonniers de la prison d'El Fronton, pour la plupart des militants du Sentier Luminieux a été noyée dans le sang, faisant plusieurs centaines de victimes (Voir *InprecOR* numéro 228 du 20 octobre 1986).

sont barbouillés le visage du sang de leurs victimes, devant les masses. Ces unités font partie de la police nationale, mais ce sont des unités spéciales, qui sont d'ailleurs beaucoup mieux payées.

Une autre chose que l'on cache à l'opinion publique, c'est que la force politique la plus importante du pays est la Gauche unie (Izquierda Unida, IU). Quand l'APRA a gagné les élections, la Gauche unie est arrivée en second. Mais maintenant que l'APRA a été totalement discréditée à cause de sa politique économique, IU est devenue la principale force du pays. La popularité de Vargas Llosa (4) est aussi très exagérée. On le dépeint comme un libéral alors qu'en réalité, c'est un représentant de la droite la plus primaire.

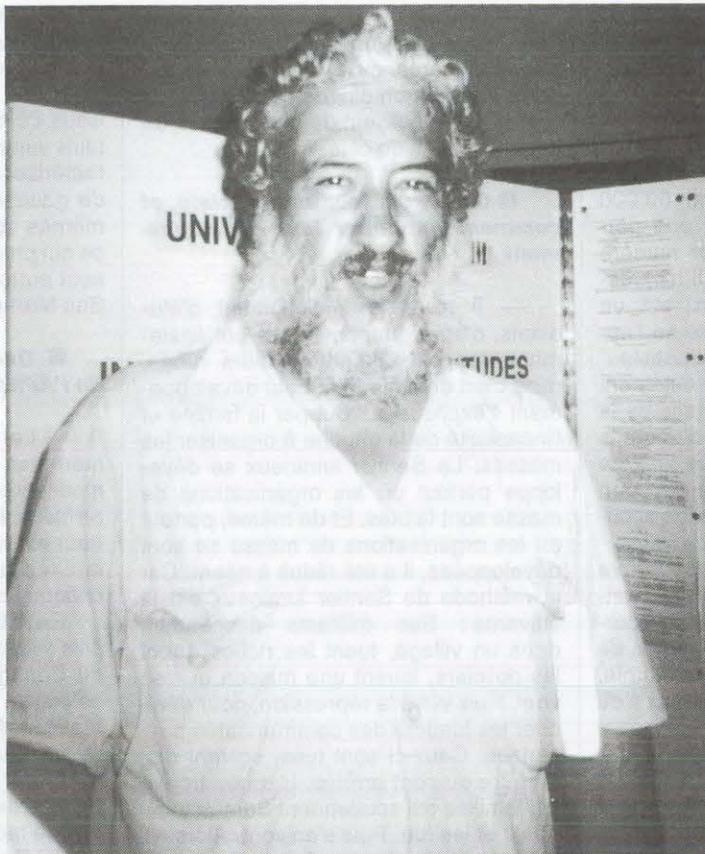
■ **Son cas semble étrange. Il a la réputation d'être un écrivain progressiste et l'un de ceux qui, auparavant, dénonçaient le système. Comment expliquer son évolution ?**

— Il a dégénéré petit à petit. Au début, il a pris une position qui aurait pu être correcte, en critiquant la répression contre l'écrivain Padilla, à Cuba. Après cela, il a commencé à s'éloigner de la révolution cubaine et a finalement adopté des positions ultra-droitières. Et quand le gouvernement de Belaunde Terry a fait massacrer huit journalistes le 23 janvier 1983, pour se couvrir, il a nommé une commission présidée par Vargas Llosa. On a su plus tard que c'était un cas de répression. Mais à cette époque, quand les gens étaient très attentifs sur cette question, Llosa a fait croire que c'étaient les paysans qui les avaient tués. Il a dit que si ces pauvres paysans, qui vivent dans des conditions inhumaines, rejetés par le reste de la société péruvienne, avaient fait cela, alors nous étions tous un peu coupables du meurtre de ces huit journalistes. De cette façon, il a dilué la question de la responsabilité de ces assassinats, et a répandu le mensonge.

■ **La propagande de la droite a-t-elle un impact sur les masses paupérisées et dispose-t-elle d'un soutien dans les couches pauvres ?**

— Oui. Il faut se rappeler qu'elle contrôle les moyens de communication. Quelques personnes sont convaincues que l'APRA mène le pays au désastre en appliquant le programme d'IU, et que par conséquent, il faut se tourner vers le FMI pour résoudre la crise du pays.

La droite a pu organiser quelques



Hugo BLANCO (DR)

mobilisations quand l'APRA a voulu essayer de nationaliser les banques. Mais elles ne furent pas très importantes. En tout cas, elles n'étaient pas comparables avec celles organisées par la gauche en tant que telle, ou celles des organisations de masse luttant pour leurs revendications. Il est difficile de savoir qui, de l'extrême droite ou de la gauche, va gagner la prochaine élection présidentielle qui est prévue en avril 1990. Mais nous savons qui sera le perdant : l'APRA. L'extrême droite a sa chance, puisqu'elle peut disposer de larges moyens et recourir à la fraude. Dans ce cas, le Pérou connaîtra un avenir tragique. Cette politique de famine sera poursuivie de plus belle, la répression sera aussi plus vigoureuse, et tout cela sera présenté comme la défense d'un régime légalement constitué.

■ **Quelle est la situation à gauche ?**

— La Gauche unie est la principale force politique du pays. Elle a tenu son congrès il y a quelques mois (voir *Inprecor* numéro 284 du 20 mars 1989). Lors de ce congrès, un programme a été approuvé et une direction élue. La procédure de sélection des candidats a également été approuvée. Mais le candidat de l'aile droite d'IU, Barrantes (l'ancien maire de Lima) et ses partisans ne tiennent pas compte de certains des accords passés lors du congrès.

Fondamentalement, c'est le Parti socialiste révolutionnaire (PSR) qui est l'axe du mouvement de Barrantes. C'est un ancien parti vélasquista (5), c'est-à-

dire un parti bourgeois. Il tient à se dénommer lui-même Parti socialiste révolutionnaire, mais cela ne veut rien dire. Il représente l'aile droite, autour de laquelle d'autres gens se réunissent, et essayent de discréditer la direction et les accords passés au congrès. Des élections internes ont eu lieu il y a un certain temps, et d'autres se déroulent à l'heure actuelle. D'après ce que j'ai entendu, ils vont retirer leurs candidats, et même retirer Barrantes, parce qu'ils savent qu'à la base d'IU, ils ne bénéficient d'aucune popularité. Un rassemblement d'IU s'est déroulé après le congrès, et quand l'actuel président du mouvement, Jorge del Prado, qui est également le principal dirigeant du Parti communiste (PC), a évoqué le nom de Barrantes, des sifflets ont retenti sur toute la place. Après cela, Barrantes a organisé une réunion dans une arène, avec beaucoup moins de participants qu'IU.

Des secteurs centristes comme le PC risquent cependant de capituler devant les prétentions de Barrantes et peuvent laisser tomber le programme adopté au congrès, bien qu'il ne soit pas très radical. Ces secteurs peuvent même capituler sur la question du candidat.

■ **La gauche a-t-elle déjà un candidat sur lequel elle pourrait se mettre d'accord ?**

— Non. Depuis que nous avons compris qu'IU est une coalition de diverses forces, nous considérons Henry Peace, qui était maire adjoint sous Barrantes, comme étant le candidat le plus indiqué, tout simplement parce qu'il accepte les accords du congrès. L'aile gauche d'IU, composée par le Parti d'unité mariatériste (PUM), le Parti d'union de la gauche révolutionnaire (Unir) et le Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (Focep), est dénommée dans la presse les "avant-gardistes militaristes". Mais cela est totalement inadéquat, nous acceptons les conclusions du congrès d'IU et nous n'avons rien de militariste.

■ **Qu'en est-il de Sentler lumineux ?**

— Même si ce groupe n'a pas l'importance qu'on lui donne en Europe, il en a

4) Candidat de l'alliance de droite Fredemo à l'élection présidentielle prochaine. Cet été, celui-ci a, dans un premier temps, déclaré retirer sa candidature puis a de nouveau annoncé qu'il briguerait l'investiture présidentielle.

5) D'après le nom du général Velasco Alvarado, qui a dirigé le régime militaire "réformiste" dominant au Pérou entre 1968 et 1975.

néanmoins une. Il opère à peu près dans tout le pays. Mais il n'a pas d'influence dans le mouvement de masse organisé. Il est hostile au mouvement de masse et n'a rien à voir avec IU. Il est marginal. Mais chaque fois que Sentier lumineux tue deux policiers, la nouvelle se répand dans le monde entier. Quand 60 000 paysans partent en grève, et que personne n'est tué (voir *Inprecor* numéro 278 du 13 décembre 1988), nul n'en entend parler. Sentier lumineux est un mouvement très sectaire. Nous ne l'appelons pas maoïste, mais "pol-potistes" (6). Les militants tuent non seulement des droitiers, mais aussi des gens de la gauche. Ils assassinent des dirigeants politiques de la gauche, ou des leaders de masse de gauche, et aussi bon nombre de gens innocents, en les accusant d'être des informateurs.

Quant au gouvernement, il approuve l'assassinat de gens de gauche par Sendero, car cela lui permet de lui faire porter le chapeau pour tous les meurtres de personnalités de gauche. Par exemple, on a accusé Sentier lumineux du meurtre de Saul Canteran, le dirigeant des mineurs qui a été tué, en prison, par le Commando Rodrigo Franco, il y a environ deux mois. On le rend également responsable de la mort d'un député de gauche qui a été tué il y a quelques semaines. Pourtant, lui aussi a été assassiné par le Commando Rodrigo Franco. Et jusqu'à présent, Sentier lumineux n'a rien dit. De plus, quand j'étais en prison, le cadavre d'un voleur fit son apparition sur la Place de Armas à Pucallpa. A côté du corps était écrit : "ainsi mourra le traître aux paysans, Hugo Blanco". Et c'était signé Sentier lumineux. Ceci fut largement diffusé par la télévision. Mais nous savons que ce n'est pas Sentier lumineux qui l'avait fait, parce qu'ils ne signent pas Sentier lumineux, mais "Parti communiste du Pérou". Et de plus, ils n'ont pas de voleurs à disposition comme en a la police. En outre, le journaliste qui a rapporté ce fait est l'un de ceux qui travaillent avec la police.

■ **Sentier lumineux endosse-t-il publiquement la responsabilité des actions qu'il mène ?**

— Non. Il s'en garde bien. Il ne revendique ni n'infirme les actions qui lui sont attribuées. Même s'il lui arrive parfois de se vanter de telle ou telle action, il ne démentit jamais les assassinats qui lui sont imputés, ce qui arrange bien le régime. Il a aussi une façon de procéder profondément anti-démocratique. Lors que ses militants vont dans une communauté paysanne, ils convoquent les chefs du village et menacent de tuer quiconque n'obéirait pas à leurs ordres, au mépris des personnes choisies par ces communautés.

■ **Disposent-ils d'un soutien populaire, ne serait-ce que dans certaines régions montagneuses ?**

— Non, pas dans les montagnes. A Puno, ils sont devenus insignifiants, précisément parce qu'ils ont réagi contre nous, en tuant un dirigeant paysan de la région. Et ils perdent de plus en plus de terrain à cause de cela.

■ **Quelle est leur base sociale, et comment expliquer leur développement ?**

— Il s'agit essentiellement d'étudiants, d'enseignants, etc. Ils ont également des paysans dans leurs rangs, mais c'est une minorité. Leur développement s'explique surtout par la famine et l'incapacité de la gauche à organiser les masses. Le Sentier lumineux se développe partout où les organisations de masse sont faibles. Et de même, partout où les organisations de masse se sont développées, il a été réduit à néant. Car la méthode de Sentier lumineux est la suivante : Ses militants descendent dans un village, tuent les riches, tuent les policiers, louent une maison et s'en vont. Puis vient la répression, pour dénicher les leaders des communautés paysannes. Ceux-ci sont tués, doivent disparaître ou sont arrêtés. L'armée trouve les familles qui soutiennent Sentier lumineux, et les tue. Puis s'en vont. Alors réapparaît le Sentier lumineux : ses militants débusquent les mouchards qui ont dénoncé les gens tués par l'armée, puis ils exécutent ceux qui ont logé, nourri ou aidé les militaires, et s'en vont. Et ainsi de suite. Sous ces conditions, il n'y a bien sûr pas de place pour un dirigeant du CCP, par exemple, comme troisième force. Les gens doivent choisir entre l'armée et Sentier lumineux.

Ce que nous devons aussi comprendre, c'est que dans la mesure où la gauche s'est beaucoup trop préoccupée des élections, elle a abandonné le peuple. Elle n'a pas dirigé les luttes paysannes ou les luttes estudiantines. En l'absence de toute action de protestation, Sentier lumineux est apparu comme la seule réaction réelle de protestation. Finalement, nous pouvons expliquer l'existence de Sentier lumineux par le fait que les gens veulent avoir de quoi manger quotidiennement. Or, si vous êtes membre de Sentier lumineux, vous êtes sûrs d'avoir votre pain quotidien... et parfois même de la viande. Sinon, vous pouvez mourir de faim. Et les gens préfèrent mourir sous les balles que mourir de faim.

Sentier lumineux arrive à donner de la nourriture à ses partisans grâce entre autre aux vols de bétail qu'ils commettent. Mais uniquement à ses membres. Pour le Sentier lumineux, tous les autres groupes sont des laquais du régime. Cette accusation s'adresse aussi à l'autre force de guérilla, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), avec lequel ils ont eu des affrontements armés. Pourtant, le MRTA est plus cohérent. Il respecte le reste de la gauche. Le CCP a des membres qui appartiennent à un groupe politique lié au MRTA :

l'Union démocratique populaire. Ils travaillent dans les organisations de masse et sont impliqués dans la direction de la lutte des mineurs. Ces militants sont issus du mouvement de Velasquez, certains viennent de l'APRA. On peut les caractériser comme étant des nationalistes de gauche. Ils opèrent parfois dans les mêmes zones que le Sentier lumineux, ce qui produit des affrontements. Mais ils sont surtout implantés dans la jungle, à San Martin, par exemple.

■ **Quels sont les divisions au sein de l'APRA ?**

— Le maire et beaucoup des membres de l'APRA étaient contre les massacres de Pucallpa. Lorsque j'ai été arrêté à Pucallpa, le ministre de l'Intérieur est venu sur place et s'est affronté à la direction locale de son parti qui avait critiqué l'attitude de la police.

En 1983, la répression était massive ; aujourd'hui, depuis la constitution du Commando Rodrigo Franco, elle est sélective. Sa première action a été le meurtre de l'avocat de Morote (6), puis ils ont assassiné Saul Cateron et kidnappé Oscar Delgado. La plupart des dirigeants des enseignants ont été menacés de mort. Un important leader paysan de la côte, puis un député de gauche ont été tués. Une camarade dirigeante du mouvement femme a aussi été assassinée et j'ai également été menacé. Plus récemment, la camarade Cecilia Olea, qui est une dirigeante féministe qui travaille notamment avec des ouvrières de l'usine de montage de Nissan ou des ouvrières du textile, a également reçu des menaces de mort. Une liste des personnes, incluant des députés, menacées par ce commando, aurait été publiée récemment.

■ **Quel est l'état actuel du mouvement paysan ?**

— Je pense qu'aujourd'hui, la CCP est plus fort que jamais. C'est la plus ancienne confédération syndicale paysanne du pays. Elle existe depuis 42 ans. Ces derniers temps, elle a dirigé d'importantes grèves paysannes, au début, dans trois départements dans la jungle, puis à Cuzco, Puno, etc. et s'appête à organiser une grève nationale. La principale force politique au sein de la CCP est le PUM, mais ce n'est pas la seule. Des camarades de l'UDP, du PC, de Patria Roja, etc. en font également partie. ■

**Propos recueillis par Gerry Foley, le 25 mai 1989.**

6 Du nom de Pol Pot, dirigeant des Kmers rouges, au pouvoir au Cambodge de 1975 à janvier 1979, responsables d'un désastre social et humain qui se chiffre en centaines de milliers de morts.

7 Manuel Febres, avocat d'Oscar Morote (numéro 2 du Sentier lumineux qui fut capturé en 1988), était un professeur très connu qui avait également été l'avocat de la partie civile dans le procès de l'assassinat de 8 journalistes à Uchuracay, en 1983.

## EN BREF...



### JEUNES

#### Camp international

LE VI<sup>e</sup> CAMP INTERNATIONAL des organisations de jeunesse en solidarité politique avec la IV<sup>e</sup> internationale, s'est tenu, du 8 au 15 juillet, près de Barcelone. Malgré des délais qui n'ont pas permis à certaines organisations de jeunesse de mobiliser comme elles pouvaient l'espérer, le camp a réuni cette année près de 700 jeunes (un peu plus que l'an dernier), venus de Belgique, de Suède, du Portugal, de Grande Bretagne, de Hollande, de Suisse, d'Italie, de France, d'Irlande, d'Allemagne, du Danemark... et, bien sûr, de l'Etat espagnol, qui formaient la plus grosse délégation avec plus de 180 jeunes des Jeunesses communistes révolutionnaires et d'IT, l'organisation de jeunesse basque.

Le choix du programme politique d'un camp comme celui qui est organisé chaque été, depuis maintenant six années consécutives, doit répondre à l'attente que les jeunes, venus d'horizons aussi différents, ont d'une telle rencontre internationale. Discuter des grands problèmes du moment (apartheid, écologie, antiracisme) ; comprendre les questions d'actualité ; rencontrer des jeunes qui, ailleurs, travaillent sur d'autres terrains ; mais aussi, mieux connaître la IV<sup>e</sup> internationale et ses activités, autant d'exigences qu'il a fallu, cette année encore, réaliser.

Au programme, donc, une trentaine de commissions sur des thèmes aussi variés que le rock, la drogue, la lutte des femmes en Europe (autour notamment de la lutte des infirmières), la Palestine et l'intifada, le travail dans l'armée et l'insoumission, ou bien encore la Chine et les événements du printemps dernier, le mouvement de libération gays et lesbiennes, etc... ainsi que l'Europe et le projet des bourgeoisies pour 1992.

La *perestroïka* et les réformes en cours en URSS ont suscité un grand intérêt lors du forum du mardi et la discussion s'est poursuivie l'après-midi, en commission, sur le travail de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les pays de l'Est. Au cours du forum consacré aux luttes de libération nationale et à la nécessaire solidarité de nos organisations dans ces combats, les jeunes présents ont ac-

cueilli un militant sud-africain et un représentant du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN).

Comme l'année dernière, une journée était consacrée au féminisme et à la lutte de libération des femmes, journée qui s'est terminée par une fête des femmes. Cette année, l'accent a été mis, plus particulièrement, sur les violences faites aux femmes et sur les réponses à donner.

Mais le camp ce n'est pas seulement des débats politiques et, dans le magnifique cadre du parc naturel du Montseny, on a aussi fait la fête, le soir, au bar ou à la discothèque improvisée sous une grande tente. D'autre part, les JCR de Catalogne ont organisé à Barcelone, un grand concert qui, avec la participation de plus de 800 jeunes, fut une véritable réussite.

Avant de se donner rendez-vous à l'année prochaine, le meeting de clôture, en cette année de bicentenaire de la Révolution française et du 10<sup>e</sup> anniversaire de la révolution nicaraguayenne, a tenté de répondre à la question que certains jeunes peuvent se poser : "pourquoi la révolution ?" et le sens qu'a, aujourd'hui, d'être un jeune révolutionnaire. ■

### NICARAGUA

#### Brigade des JCR

POUR LA PREMIÈRE FOIS, une brigade directement liée à la IV<sup>e</sup> Internationale est partie, cet été, au Nicaragua. Organisée par les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) françaises, alors que le dixième anniversaire de la révolution sandiniste coïncidait avec le dixième anniversaire des JCR, cette brigade avait pour but d'exprimer son soutien à la révolution nicaraguayenne et de renforcer les liens avec les Jeunesses sandinistes 19 juillet (JS 19).

Dans le cadre d'une rencontre politique de quatre jours, entre organisations révolutionnaires, les JCR ont pu discuter avec un représentant du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) de la situation au Salvador. Participaient également à cette rencontre des membres des JS 19, un représentant de l'Association des travailleurs des champs (ATC), un membre du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), et une re-

présentante de l'Association des femmes Luisa Amanda Espinoza (AMLAE).

Les brigadistes des JCR étaient, au total, vingt-quatre à partir, en juillet dernier, dans la région de Matagalpa (au Nord de Managua), répartis dans deux villages (La Palestina et La Parranda) pour travailler dans des Unités de production de l'Etat (UPE), sur des terres expropriées, aidant à la plantation du café, au fonctionnement de la cantine destinée aux travailleurs agricoles, ainsi qu'à la crèche.

La préparation de la brigade, en France, tout au long de l'année, avait permis de collecter de l'argent (fêtes, initiatives de soutien au peuple nicaraguayen). 3 000 dollars ont été remis sur place, pour le financement de la crèche, et 5 000 ont été donnés à l'ATC.

Présents à Managua lors des fêtes du dixième anniversaire de la révolution, les JCR ont participé au cortège avec leur banderole, en compagnie des Jeunesses sandinistes, lors de la manifestation se rendant à la place centrale.

A leur retour en France, les participants à la brigade ont tous l'intention de participer activement à la solidarité, que ce soit en soutien à la révolution populaire sandiniste ou à la lutte du FMLN, au Salvador. ■

### RDA

#### Coordination nationale des mouvements d'opposition

LES MOUVEMENTS de l'opposition démocratique en RDA ont décidé de se structurer dans une coordination nationale. Les représentants de 500 groupes oppositionnels de base se sont réunis à Berlin-est pour lancer l'initiative. Leur porte-parole, le physicien de l'Académie des sciences de Berlin-est Hans-Jürgen Fischbeck, a annoncé publiquement les décisions de cette réunion lors d'un rassemblement à l'Eglise confessionnelle de Treptow, dans la banlieue de la capitale est-allemande. Selon H.J. Fischbeck, "une ouverture démocratique à l'intérieur de la société serait le seul moyen pour commencer à démanteler le mur de Berlin" (*Die Tageszeitung* du 15 août 1989). Autrement dit, l'imperméabilité totale vis-à-vis de la *glasnost*, dont a fait preuve jusqu'ici le régime de la RDA, est un des éléments fondamentaux qui poussent ses citoyens à s'enfuir vers l'Allemagne fédérale.

A l'origine de cette initiative de coordination nationale de l'opposition se trouvent des groupes d'inspiration chrétienne, mais le mouvement a affirmé son indépendance à l'égard de l'Eglise évangélique. Cette dernière, qui a pu élargir considérablement son influence depuis une dizaine d'années, lorsqu'elle parvint à établir une sorte de *modus vivendi* avec le régime du Parti socialiste unifié

dant longtemps un cadre de référence important pour toute initiative de l'opposition démocratique (les groupes d'action en défense des Droits de l'homme, les mouvements pacifiste et écologiste). Cependant, le caractère de plus en plus modéré des positions de l'Eglise officielle et sa volonté de parvenir à tout prix à un accord avec le régime, ont amené une grande partie du mouvement démocratique à agir de manière indépendante par rapport à l'Eglise (voir *Inprecor* numéro 279 du 9 janvier 1989).

Ce mouvement est traversé par plusieurs courants et il est divisé sur le modèle de société à construire en alternative au système bureaucratique du SED. Le clivage majeur concerne le problème de la réunification de l'Allemagne, revendiquée par certaines groupes et refusée par d'autres. Cependant, tous s'opposent à la politique officielle de l'*Abgrenzung* (Délimitation) à l'égard de la République fédérale allemande (RFA), et demandent une ouverture politique et culturelle. En général, les dissidents est-allemands — aussi bien les chrétiens que les socialistes indépendents ou athées — s'opposent à une restauration du capitalisme et s'affirment partisans d'un "retour au vrai socialisme".

Certains courants identifient le socialisme authentique avec l'URSS de Gorbatchev, qu'ils perçoivent comme une alternative viable au stalinisme inoxydable de la bureaucratie est-allemande. Par exemple, le Pasteur Friedrich Schorlemmer, en intervenant au synode de Halle en juin 1988, a affirmé que la politique de Gorbatchev signifie "la fin du socialisme dogmatique et bureaucratique" et le début d'une "nouvelle utopie", à savoir un "socialisme authentique et créateur" (*Frankfurter Rundschau*, 14 juillet 1988). Vera Wollenberger, une militante chrétienne des groupes de défense des Droits de l'homme, qui a été expulsée de RDA pour deux ans à cause de son engagement oppositionnel, a déclaré récemment lors d'un congrès des Eglises ouest-allemandes : "On pense souvent que le socialisme est en train de s'écrouler dans le monde et que le capitalisme a gagné ce conflit imaginaire entre les deux systèmes. A mon avis c'est une idée fautive. Ce que nous vivons, aujourd'hui, ce n'est pas l'effondrement du socialisme mais l'agonie du stalinisme, qui pourrait être remplacé par un nouveau, véritable socialisme" (*Evangelische Presse dienst*, 9 juin 1989). ■



## Condamnation de l'intervention contre le Printemps de Prague

APRÈS les Partis communistes hongrois et polonais, un porte-parole officiel de l'équipe Gorbatchev vient à son tour de condamner l'intervention militaire des armées du Pacte de Varsovie en août 1968 en Tchécoslovaquie. Eugène Ambartsoumov, conseiller de Gorbatchev pour les relations avec les pays socialistes et chef de département à l'Institut du système socialiste mondial, à Moscou, a accordé une interview au quotidien italien *La Repubblica* (13-14 août 1989) dans laquelle il affirme catégoriquement : "Ce fut une erreur pratique et une violation du principe de la souveraineté nationale de la Tchécoslovaquie". Dans la même interview, Ambartsoumov révèle qu'un membre du Bureau politique du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), Voronov, avait voté contre l'intervention militaire. Il fut démis de sa fonction.

Ambartsoumov avait déjà pris une position très nette en dénonçant l'intervention militaire du pacte de Varsovie contre les conseils ouvriers et le gouvernement d'Imre Nagy, dans la Hongrie de 1956. Dans un article publié par *Les Nouvelles de Moscou* (numéro 26 du 23 juin 1989), il qualifie cette intervention de "politique cruelle et despotique", découlant d'un "stalinisme originel" que Krouchtchev ne fut jamais capable de surmonter. De plus, il compare la contre-révolution en Hongrie à la répression du mouvement démocratique chinois, en tirant la conclusion suivante : "Zhao Ziyang, récemment encore secrétaire général du Parti communiste de Chine et qui sympathisait avec les étudiants, ne connaîtra probablement pas le sort d'Imre Nagy, mais l'ombre sinistre de l'automne 1956 plane sur la Chine contemporaine". ■

## D'importants textes de Trotsky publiés en URSS

LA REVUE des komsomols *Maladoi Kommunist* (Jeune communiste), publie dans son numéro d'août 1989 plusieurs

lettres de Léon Trotsky, envoyées en 1923, au Comité central du Parti communiste russe (PCR), et qui lancèrent et appuyèrent la première Opposition de Gauche, celle dite des 47, qui se manifesta en octobre de cette année.

Ces lettres, qui dénoncent l'emprise de la bureaucratie sur le Parti, et l'opposition entre quelques milliers de gens "aux postes de commande" d'une part, et la masse des membres du Parti d'autre part, font apparaître Trotsky comme un précurseur — 65 ans auparavant ! — des dénonciations anti-bureaucratiques courantes en URSS depuis deux ans. Les lecteurs ne pourront réagir qu'avec étonnement et sympathie ! ■

## Les morts de Katyn

LES AUTORITÉS SOVIÉTIQUES avaient toujours attribué à l'armée allemande la responsabilité du massacre de la forêt de Katyn. Ici, à la frontière entre l'Union soviétique et la Pologne, en septembre 1939, plusieurs unités militaires polonaises durent se rendre à l'Armée rouge. Le sort de ces soldats fut clair à partir de 1941, lorsqu'on commença à découvrir les corps de milliers d'officiers polonais. On parviendra à en compter 11 000.

Deux historiens soviétiques de l'Institut des sciences sociales de l'Académie des sciences, Alexandre Akoulitchev et Alexandre Pamyatnykh, écrivent aujourd'hui que les responsables du massacre doivent être recherchés dans le NKVD soviétique, en admettant une vérité que chaque Polonais connaît désormais depuis longtemps (*Les Nouvelles de Moscou*, numéro 33 du 11 août 1989). ■

## Le Groupe interrégional au Congrès des députés du peuple

LES 29 ET 30 JUILLET derniers s'est déroulée, à la Maison du cinéma de Moscou, la réunion de fondation du Groupe interrégional, qui rassemble 269 députés du Congrès des députés du peuple en provenance, dans leur grande majorité, de Moscou et Leningrad. On trouve parmi ses animateurs des person-

nalités importantes telles que le dirigeant moscovite Boris Eltsine, l'historien Youri Afanassiev et le prix Nobel Andreï Sakharov. Le Groupe interrégional, qui publiera son propre journal, *Narodnyi deputat* (Député du peuple), se bat pour défendre le principe du multipartisme dans la société et pour donner une expression politique à "la minorité radicale de gauche" issue des dernières élections, selon les propos de Boris Eltsine (*Les Nouvelles de Moscou*, numéro 32 du 3 août 1989). Le débat reste ouvert, parmi les membres du Groupe interrégional, au sujet de la structure organisationnelle à adopter. Selon un sondage, 41,7% de ses membres serait favorable à maintenir le Groupe sous forme de "club de discussions", tandis que la majorité des membres (55,4%) voudrait donner au Groupe un profil politique plus précis, avec l'élaboration d'une plateforme commune. ■

## Vers le congrès de fondation du Front Populaire d'Ukraine

LES DIRIGEANTS provisoires du Front populaire d'Ukraine annoncèrent, le 15 août, que le congrès de fondation du Front se tiendra le 8 septembre à Kiev. Le rédacteur-en-chef ukrainien de l'hebdomadaire *Ogonyok*, Vitali A. Korovitch, révéla qu'une cinquantaine de députés ukrainiens du Congrès des députés du peuple ont déclenché une campagne contre la nouvelle loi électorale ukrainienne qui attribue 25% des sièges dans les soviets locaux au Parti communiste et à d'autres "organisations sociales". D'après Korovitch, les récentes grèves des mineurs de la région de Donbass ont effrayé les bureaucrates du parti qui cherchent à s'accrocher à leurs positions. ■

## Les protocoles secrets du pacte "Hitler-Staline"

IL Y A CINQUANTE ANS, le 23 août 1939, V. Molotov et J. von Ribbentrop, ministres des Affaires étrangères russe et allemand, signaient le tristement célèbre pacte de non-agression entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, qui devait ouvrir la voie à la deuxième guerre mondiale. L'existence d'un protocole secret du pacte, qui sanctionnait le partage de la Pologne entre les deux grandes puissances et l'occupation soviétique des Etats de la Baltique (notamment la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie), est maintenant admise par la presse soviétique.

En sculplant le caractère anti-constitutionnel de ces accords secrets qui, à la différence du pacte de non-agression, ne furent pas ratifiés par le

Soviet suprême, l'historien N. Eidelman revient sur cet événement dans *Les Nouvelles de Moscou* (numéro 33 du 21 août 1989). Il voit dans ces accords secrets, qui ne faisaient que poursuivre et achever la logique de la collaboration entre le troisième Reich et l'URSS, l'aboutissement de la "politique staliniste terroriste et totalitaire des années 30".

Toute la documentation concernant le pacte Ribbentrop-Molotov est bien connue en Occident depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la presse soviétique ne révèle donc rien de nouveau à cet égard. Mais l'admission de l'existence des protocoles secrets du pacte et leur vigoureuse critique représentent sans doute un nouveau pas en avant franchi par la *glasnost*.

La reconnaissance du caractère anti-constitutionnel des accords peut avoir d'énormes répercussions dans les pays baltes, où elle ne peut être interprétée que comme une légitimation implicite des revendications nationales des Estoniens, des Lituaniens et des Lettoniens.

La révision de la position soviétique officielle sur le pacte de 1939 avait déjà été amorcée l'année dernière. Par exemple, l'historien Vassili Koulitch analysait dans *Sputnik* (numéro 10, octobre 1988) les effets désastreux de l'accord sur le mouvement communiste international. "Staline — écrivait-il — ordonna aux partis communistes dans le monde de cesser immédiatement leur propagande anti-fasciste et d'approuver l'accord avec Hitler. Staline ne se bornait déjà plus à cette époque à diviser sociaux-démocrates et communistes, il commença à discréditer et à désarmer les communistes eux-mêmes en Occident ! Encore un ou deux ans et les partis communistes occidentaux auraient été démantelés".

On attend maintenant que la presse soviétique reconnaisse une autre conséquence de l'accord entre Hitler et Staline. Les citoyens de l'URSS doivent savoir que, au lendemain de la signature du pacte, le NKVD, la police secrète soviétique, livra aux autorités nazies plusieurs centaines de communistes allemands réfugiés en Union soviétique après 1933 (parmi lesquels beaucoup avaient déjà été frappés par la terreur stalinienne et internés dans des camps de concentration). La *glasnost* ne doit pas s'arrêter face à ce crime répugnant qui sanctionnait l'"esprit de concorde amicale mutuelle", à la base de l'accord entre les deux dictateurs. ■

## Fin de la grève au Nagorno-Karabakh

LA DERNIÈRE SEMAINE d'août a été marquée, au Nagorno-Karabakh, dans la République de l'Azerbaïdjan, par la fin de la grève générale qui se poursuivait depuis le 3 mai dernier. Cette décision du Congrès des députés de la population du Nagorno-Karabakh est la con-

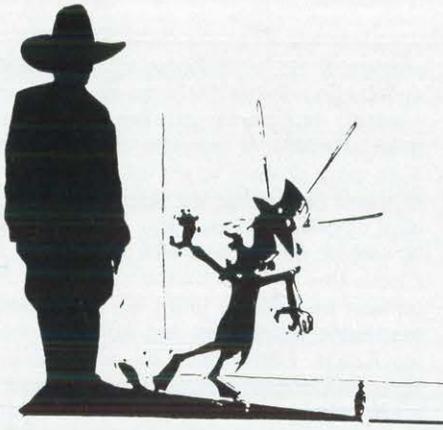
séquence de la création d'un Comité spécial pour l'administration de la région (*Oblast*) autonome du Nagorno-Karabakh (NKAO), à laquelle devaient se subordonner les anciens organes administratifs (le Parti et les Soviets). Cependant, la crise est loin d'être surmontée et la région continue d'être paralysée à cause des grèves fréquentes et de la tension persistante entre les deux communautés nationales, les Arméniens et les Azeris. Réuni dans de telles conditions, le Congrès des députés du Nagorno-Karabakh ne représente, en effet, que la majorité arménienne de la population. Le Conseil national élu lors du Congrès reconnaît "les programmes et les statuts du PCUS et agit dans le cadre des lois soviétiques". En même temps, le Conseil national devrait être soumis seulement "au contrôle du Congrès", une décision qui devrait être appliquée "dans l'ensemble du territoire du Nagorno-Karabakh".

Au sujet de la population azeri, le Congrès déclare : "La population arménienne du Nagorno-Karabakh, sur la base du droit inaliénable de chaque peuple à déterminer son propre statut politique, a clairement opté, à travers une résolution du Soviet régional (*Oblast Soviet*), de quitter la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan et de rejoindre celle d'Arménie. Cette décision n'est pas préjudiciable aux intérêts du peuple d'Azerbaïdjan, puisqu'un peuple qui domine sur un autre ne peut pas être libre" (*Tass*, 23 août 1989).

Les juristes doivent maintenant se prononcer sur la validité des décisions prises par le Congrès et sur la légalité de l'administration spéciale agissant actuellement dans la région. Mais il est évident qu'avec cette démarche, les leaders de la population arménienne du Nagorno-Karabakh cherchent à exercer des pressions très fortes sur les autorités centrales et sur l'opinion publique. ■

## Le "Front unique des travailleurs de Russie"

BENJAMIN YARINE, métallo de la région de Sverdlovsk et député du Soviet Suprême, responsable avec des membres du comité de grève des mineurs de Kemerov (Sibérie), a convoqué le congrès constitutif d'un "Front unique des travailleurs de Russie". Selon le correspondant à Moscou du quotidien espagnol *El Pais* (numéro du 15 août 1989), il aurait déclaré : "Ni les syndicats, ni les conseils des collectifs de travail, ni l'appareil du Parti ne défendent les ouvriers. Nous avons donc créé le Front pour nous défendre. On ne peut imposer à la classe ouvrière la charge de tous les désastres politiques et économiques des sept dernières décennies". ■



# 10e anniversaire de la Révolution

**LES SANDINISTES avaient conçu la commémoration du 10e anniversaire de la révolution comme un important moyen de vérifier et de mesurer le degré de soutien populaire. Le résultat a été concluant : 300 000 personnes, soit un habitant de Managua sur trois, ont participé au meeting réalisé au centre de la capitale.**

**Arnold BERTHU**

**D**ES MILLIERS d'internationalistes, venus des quatre coins du monde pour participer à des brigades de travail et à des rencontres de solidarité, ont été autant de témoins de ce succès qui n'a pas fait la une des médias bourgeois.

De nombreux militants des différentes sections de la IVe Internationale étaient une nouvelle fois présents, cette année, au Nicaragua. En dix ans, ce sont plus de 7 à 800 militants et sympathisants de la IVe Internationale qui ont participé à des brigades de travail organisées généralement dans un cadre unitaire. Cela témoigne de l'importance du travail de solidarité réalisé par les sections de l'Internationale dans leur pays respectif.

A l'occasion du dixième anniversaire, les sandinistes avaient réalisé plusieurs importantes activités publiques : en dehors du 19 juillet en tant que tel, auquel d'ailleurs étaient invités plusieurs représentants de sections de la IVe Internationale, se sont déroulées une rencontre internationale des comités de solidarité (plusieurs centaines de délégués internationaux y ont débattu, 2 jours durant, des perspectives de la solidarité) et une foire internationale du livre, à laquelle participaient plus de 90 éditeurs et où étaient présentes les éditions La Brèche de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) française et Pathfinderpress des Etats-Unis, ainsi que les revues *Inprecor* (en français et en espagnol) et *International Viewpoint*. De nombreux ouvrages de Trotsky et de la IVe Internationale ont été vendus.

Mais l'événement de ces manifestations du dixième anniversaire fut, sans

aucun doute, le symposium "Démocratie et Révolution", organisé par les sandinistes, à Managua, les 17 et 18 juillet, et au cours duquel Rosario Ibarra, ancienne candidate du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IVe Internationale), à la présidence de la République mexicaine, et Eric Toussaint, dirigeant du Parti ouvrier socialiste (POS, section belge de la IVe Internationale) ont pris la parole.

## Démocratie et révolution

Cela fut un événement à plus d'un titre. Le symposium mettait en présence un très large éventail politique : représentants de gouvernements bourgeois latino-américains (Parti révolutionnaire institutionnel, PRI, du Mexique, la Démocratie chrétienne du Guatemala, etc.), des porte-paroles de pays dits socialistes (URSS, Pologne, Hongrie, Allemagne de l'Est), de certains pays non-alignés (Inde, Libye), de nombreux partis socialistes (espagnol, suédois), de nombreux intellectuels et artistes progressistes, ainsi que des représentants du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), du Parti communiste cubain, du Front démocratique révolutionnaire/Front Farabundo Martí de libération nationale (FDR/FMLN), du mouvement de la gauche révolutionnaire chilien (MIR), du Congrès national africain (ANC) et de sections de la IVe Internationale venus du Mexique, de France et de Belgique. En tout près de 1 000 personnes ont assisté durant deux jours aux débats.

L'éventail politique démontrait la volonté des sandinistes de ne pas chercher à séduire les représentants présents, notamment du gouvernement mexicain et guatémalthèque, mais à ce que s'engage réellement un débat. D'ailleurs, Daniel Ortega lui-même, dans son discours d'ouverture, a tenu à réaffirmer sa conception de la démocratie : "L'insurrection armée de juillet 1979 a constitué l'acte le plus démocratique posé par le peuple nicaraguayen dans toute son histoire" et à émettre des critiques quant au caractère de façade des "démocraties" du reste du continent.

L'intervention de notre camarade, Eric Toussaint allait également dans ce sens et dénonçait la campagne et les pressions qui s'exercent, aujourd'hui, contre le Nicaragua. "Ce qui me semble

honteux dans cette campagne à laquelle participe également la Communauté européenne, c'est la volonté d'augmenter, au Nicaragua, le poids du secteur capitaliste, réintroduisant ainsi, sur une plus large échelle, l'exploitation des masses".

Toussaint a également souligné, entre autre, que "l'une des différences clés entre le Nicaragua et les pays dits socialistes qui passent actuellement, pour certains d'entre eux, par de profondes réformes dont certaines rétablissent d'importants espaces de liberté, c'est le fait qu'ici, le peuple est en armes. L'Etat agressé par la Contra, dans une situation de destabilisation, n'a pas pour autant repris les armes aux masses. Au contraire, il lui en a distribué plus et, le droit des citoyens à s'insurger contre toute mise en cause de leurs conquêtes est inscrit dans la constitution nicaraguayenne. La consolidation de la transition au socialisme implique l'établissement progressif de l'exercice du pouvoir par les masses elles-mêmes, au delà de la démocratie participative qui, aujourd'hui, existe au Nicaragua."

## La Nicaragua vivra !

Pour Rosario Ibarra, "l'expérience du sandinisme démontre qu'il est possible, même dans des conditions de blocus et d'agression, de combattre les idées bourgeoises dans le cadre d'une démocratie multipartite et d'utiliser la défense armée de la révolution seulement contre ceux qui l'attaquent les armes à la main. Il faut comprendre, finalement, que les fameuses libertés formelles ne sont pas simplement le fait des démocraties bourgeoises. Elles sont surtout les conquêtes de l'humanité que nous, révolutionnaires, devons défendre, précisément quand la bourgeoisie cherche à supprimer beaucoup d'entre elles. S'opposer à ces demandes, conduit à s'opposer aux aspirations démocratiques des masses".

Comme l'a conclu Eric Toussaint, en fin de compte, "un des objectifs poursuivis par (les) puissances bourgeoises, c'est la perte du pouvoir d'attraction qu'exerce le Nicaragua sur les peuples de la région. Mais je suis convaincu qu'elles seront un fois de plus frustrées d'une victoire contre-révolutionnaire.

Le Nicaragua continuera à attirer la sympathie des peuples !

Vive le 10e anniversaire de la révolution sandiniste !